

***l'Anti*capitaliste**

N°134 | AVRIL 2022 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



**MENACE DE L'EXTRÊME DROITE, ESPOIR
POUR UNE ALTERNATIVE À GAUCHE**



MOBILISATIONS EN CORSE



**GRÈVE À LA FNAC
SAINT-LAZARE**



**IMPÉRIALISME ET
GUERRE EN UKRAINE**

Sommaire

ÉDITORIAL

Hélène Marra Refonder la démocratie ici et maintenant **P3**

PREMIER PLAN

Léon Crémieux Effondrement à droite, menace de l'extrême droite, espoir pour une alternative à gauche **P4**

Antoine Larrache Après le 1er tour, prendre résolument un chemin incertain **P7**

Daniel Tanuro Crise climatique – Rapport du GT3 du GIEC : de la rigueur scientifique à la fable sociale **P9**

Entretien avec Glareh Khadjé-Nouri

Fnac Saint-Lazare : des embauches obtenues par la grève reconductible **P13**

Gerhard Klas Élection des comités d'entreprise en Allemagne, un bouleversement **P15**

INTERNATIONAL

Desideriu Ramelet Stuart

Histoire du peuple corse : du sentiment d'appartenance à une communauté insulaire vers une prise de conscience nationale **P17**

Desideriu Ramelet Stuart Corse : statu quo colonial ou émancipation collective? **P19**

Alex Callinicos Le grand coup de force : l'impérialisme et la guerre en Ukraine **P21**

Michael Löwy Communisme oui, poutinisme non ! **P23**

Daria Saburova La guerre en Ukraine et les dilemmes de la gauche occidentale **P24**

HISTOIRE

Entretien avec Kamel Aïssat

Algérie : les libertés sont un enjeu de classe pour les travailleurs **P28**

LECTURES

Henri Wilno Banque mondiale – Une histoire critique **P33**

LES NÔTRES

Léon Crémieux Alain Krivine (1941-2022) L'optimisme de la volonté **P34**

FOCUS

Correspondants Mobilisation dans les universités face au 2^e tour Le Pen - Macron **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* : <https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :
Manifestation contre le meeting d'Eric Zemmour à Paris.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Manifestation de l'entre deux tours, samedi 16 avril 2022. © NPA / AL



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6mois 22euros	1an 44euros
Revue + Hebdo	6mois 50euros	1an 100euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6mois 18euros	1an 36euros
Revue + Hebdo	6mois 38euros	1an 76euros

Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19euros par trimestre

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Hélène Marra, Thierry Labica, Lucien Sanchez, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Antoine Larrache

Diffusion :
01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :
0519 P 11509

Numéro ISSN :
2269-370X

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :
3 000 exemplaires

Maquette et impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Refonder la démocratie ici et maintenant

PAR HÉLÈNE MARRA

Le premier tour de l'élection présidentielle s'est achevé. Une sensation de déjà-vu se mêle à l'indignation et à l'impuissance de ceux et celles qui croyaient pouvoir éviter une réédition du duel Macron-Le Pen.

Détachée de la réalité et indifférente aux aspirations d'une grande partie de la population, la machine électorale de la V^e République continue inexorablement à fonctionner. Mais son niveau d'essoufflement est tel que l'appareil n'arrive même plus à simuler un espace public de débat. Censé faire pression sur la sphère des décisions, celui-ci devrait permettre le déploiement des arguments contradictoires sur les thèmes d'intérêt général afin de mener à la construction de solutions communes. Cet idéal normatif, au fondement de la démocratie représentative bourgeoise, n'a en réalité jamais garanti un fonctionnement démocratique du système politique. Dans l'histoire, les publics bourgeois se sont exprimés sans vraiment se soucier des besoins et des demandes des publics subalternes, ceux des femmes, des ouvriers, des immigrés, des précaires, des jeunes paupérisés, des habitants des quartiers populaires¹. Ceux-ci ont donc dû lutter et se doter de leurs propres espaces et moyens d'expression politique. L'archétype de la sphère publique bourgeoise sert donc une logique de la domination sociale.

UNE CAMPAGNE MÉDIATIQUE ANTIDÉMOCRATIQUE

Celle-ci se manifeste à plusieurs niveaux. Le débat public de la présidentielle est tout d'abord façonné par une économie politique des médias qui contribue à construire et renforcer une représentation hégémonique de la société et à préserver les intérêts dominants. Cela se reflète sur le traitement journalistique de la parole politique qui creuse une frontière entre ce qui est jugé comme étant légitime, audible et allant de soi, et ce qui est considéré comme minoritaire, utopique ou décalé.

Cela complique la tâche des « petits partis » où le terme « petit » traduit un traitement spécifique qui vise à écarter leur offre de l'horizon politique de la faisabilité. Le débat télévisé a en outre totalement écarté la question de l'urgence écologique de la campagne électorale du premier tour en réaffirmant le grand écart qui sépare les segments politisés de la population et le dispositif médiatique mainstream. Court-circuiter ce fonctionnement hégémonique n'est pas simple. Certes, en fin de course, l'obligation d'une équité dans la distribution du temps de parole entre tous les candidats bouscule les régimes de la visibilité médiatique.

BOUSCULER LE JEU

C'est précisément de cette opportunité que la candidature de Philippe Poutou a souhaité se saisir en faisant irruption sur une scène où nous n'étions pas vraiment invités ni attendus. Prendre la parole en tant qu'ouvrier licencié du secteur de l'automobile ayant lutté pendant des longues années contre la fermeture de son usine est déjà en soi une forme de subversion. Cela a comme effet celui de produire une dissonance : soudain, la politique n'est plus quelque chose qui est réservée à une élite mais devient une activité courante qui peut être accomplie par n'importe quel citoyen.

La connaissance des lieux de travail, le vécu du chômage, la colère, l'indignation, entrent dans l'espace du débat, se transforment en un matériau politique pouvant nourrir une autre forme de légitimité, la légitimité de celles et ceux qui produisent les richesses et qui s'autorisent à décider de leur redistribution et finalité.

Nos prises de parole s'articulent en effet à des demandes réelles venant des secteurs mobilisés sur les lieux du travail, de la lutte contre les oppressions, de l'écologie politique, de la défense des services publics, des expériences et des aspirations démocratiques et auto-gestionnaires.

La jeunesse politisée et précarisée a participé avec enthousiasme à nos meetings tout en se décidant majoritairement pour un vote dit « utile » en faveur de l'Union populaire.

COMMENT CONTINUER ?

La question qui se pose dans l'immédiat est celle de faire perdurer ce moment de politisation, d'en profiter pour bâtir de nouveaux outils pour s'exprimer, agir, communiquer, s'organiser. On ne peut pas attendre que l'arène s'ouvre tous les cinq ans. Il faut qu'on se pose sérieusement la question de la participation, de la communication et de la démocratie. Il faut se doter d'ores et déjà d'instances démocratiques, de contrepouvoirs qui s'appuient sur l'expérience et le vécu des gens, sur l'expertise militante et citoyenne, sur la participation de ceux et celles d'en bas à la prise de décision, sur l'organisation et la planification de l'économie pour répondre aux besoins vitaux des collectivités et non plus à la course effrénée au profit.

L'occupation de quelques universités reflète les inquiétudes d'une partie de la jeunesse précarisée à l'absence insoutenable de démocratie. Cet élan s'inscrit désormais dans une longue vague de protestations, réfractaires à se ranger dans les urnes, qui doit contribuer à tracer le sillon d'une nouvelle société.

Le potentiel de transformation et de rébellion des mobilisations récentes se fonde alors peut-être sur la réalisation de cet idéal radical d'espace public et de démocratie. Les mouvements oppositionnels sont capables d'élaborer une critique solide de l'ordre économique, de ses conséquences sur le désastre écologique et climatique ainsi que sur les insuffisances des logiques partidaires et de la démocratie représentative pour faire face à ces défis.

Dans la conjoncture actuelle, l'appel d'air qui a constitué le vote pour Mélenchon et pour son programme peut vite retomber en provoquant une grande désillusion auprès de la jeunesse, des secteurs organisés et de certaines couches populaires.

Il est donc urgent d'agir pour bâtir un front de lutte antifasciste, pour que ces aspirations démocratiques s'organisent, prennent forme et s'expriment en créant des liens entre les différents combats et en construisant une force collective unitaire capable de transformer la société. □

1) Nous faisons ici référence à une critique de la théorie habermassienne de l'espace public élaborée par Oskar Negt dans L'espace public oppositionnel, Payot, Paris, 2007.

Effondrement à droite, menace de l'extrême droite, espoir pour une alternative à gauche

PAR LÉON CRÉMIEUX

Comme en 2017, le second tour de l'élection présidentielle de 2022 opposera Le Pen à Macron. Il aura obtenu presque 27,85 %, Le Pen 23,15 % et Mélenchon 21,95 % (pourcentages sur les voix exprimées). Mais la victoire de Macron au deuxième tour apparaît moins automatique qu'en 2017 (où il avait obtenu 66 % des voix au 2nd tour) et ce nouveau duel identique ne doit pas masquer les différences profondes de la situation électorale à l'issue du premier tour.

D'abord, l'abstention fait un bond de progression de plus de 4 % avec 26,3 % des inscrits. On assiste depuis 2007 à une augmentation régulière des abstentions, pour l'élection présidentielle comme pour les élections législatives qui suivent (plus de 50 % en 2017). Les jeunes (de 18 à 35 ans) se sont abstenus à plus de 40 % (29 % il y a cinq ans) et les ouvriers à plus de 33 % (29 % il y a cinq ans). L'abstention représente grosso modo un quart des inscrits.

LA DÉROUTE DES PARTIS DOMINANTS DE LA V^e RÉPUBLIQUE

À côté de cela, ces élections marquent un nouvel effondrement des deux partis traditionnels de la V^e République, le PS et le parti gaulliste LR. À eux deux, ils ne regroupent que 6,5 % des voix exprimées. En 2017, à l'issue du quinquennat de Hollande, le PS avait perdu presque les quatre cinquièmes de ses voix. Là, en 2022, la candidate LR, avec 4,78 % aura perdu les trois quarts des voix obtenues en 2017.

En dix ans et deux élections présidentielles, ces deux partis socles se sont effondrés. Le système présidentiel vient de dévorer ceux qui l'ont engendré. L'électorat de Macron avait déjà bénéficié en 2017 de l'apport d'une majeure partie de l'électorat traditionnel du PS. En 2022, la majeure partie de celui-ci a voté Mélenchon ou Macron et l'électorat gaulliste s'est réparti majoritairement

vers Macron mais aussi vers Zemmour. Deux exemples illustrent ces glissements :

À Paris, ville majoritairement PS depuis 20 ans, Hollande recueillait presque 35 % en 2012. Là, la candidate du PS, Anne Hidalgo, elle-même maire de Paris, recueille 2,17 % des voix quand Macron rassemble 35 % et Mélenchon 30 %.

Autre exemple, Neuilly sur Seine, banlieue chic de la capitale, bastion historique du parti gaulliste et de la droite traditionnelle depuis la Libération, dont Nicolas Sarkozy fut maire pendant vingt ans. En 2017, François Fillon, le candidat gaulliste, recueillait 64,92 % des voix et Macron 23 %. En 2022, Macron double ses voix, frôlant la majorité absolue, Zemmour recueille presque 19 % et Valérie Pécresse seulement 15 % des voix. Ces deux exemples illustrent la triple polarisation inédite apparue dans cette élection, asséchant les autres candidatures avec, de part et d'autre de Macron, l'extrême droite et Mélenchon, un candidat déclaré de la gauche radicale. Tant Macron que Le Pen et Mélenchon seront apparus comme le « vote utile » pour une catégorie de l'électorat, marginalisant sous les 10 % ou même les 5 % les neuf autres candidatures.

Macron s'est nettement consolidé comme le candidat du bloc bourgeois. Le MEDEF, l'organisation du patronat, a comme en 2017 affirmé en 2022 son soutien à Macron qui suit en tous points

les orientations néolibérales et dont les nouveaux points de programme apparus satisfont les groupes capitalistes, que ce soit sur les baisses de prélèvements, les aides à l'entreprise ou la poursuite des offensives libérales visant la santé et l'Éducation nationale. Il s'est consolidé vis-à-vis de l'électorat réactionnaire depuis 2017, en se montrant capable de s'opposer aux mobilisations des Gilets jaunes et à celles des jeunes des quartiers populaires contre les violences policières, à celles des populations des Antilles, de la Kanaky et de la Corse, s'affirmant comme défenseurs des forces de répression. Aussi, face à la crise sans fin du PS comme des LR, sa candidature à ce poste est apparue la plus fiable. Il en est résulté un clair renforcement de son électorat par un apport de voix venant des LR, tout en gardant l'essentiel des voix venant de la social-démocratie parmi les classes supérieures du salariat et les retraités aisés, apparaissant comme un gage de stabilité et même comme un rempart vis-à-vis de l'extrême droite. Dès lors, même dans des électorsats votant traditionnellement pour la droite ou la social-démocratie dans d'autres consultations (municipales ou régionales), Macron est apparu, dans le cadre du système hyper-présidentiel français, comme un garant de sécurité, au-delà des classes possédantes, pour les couches sociales épargnées, dans l'essentiel, par la précarité et les difficultés

du quotidien. Ce besoin de stabilité a été évidemment renforcé par la pandémie et la guerre en Ukraine. La spécificité du système électoral français, où la gestion du système gouvernemental est le fait exclusif d'un individu et non d'une représentation proportionnelle dans une assemblée, aura entraîné l'écroulement des partis qui ont construit ce système ces soixante dernières années.

LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE

L'extrême droite a été spectaculairement renforcée dans cette campagne électorale avec la consolidation du RN et l'irruption de la candidature Zemmour. Macron et les principaux médias ont largement cultivé les thèmes identitaires et sécuritaires dans les mois précédant l'élection présidentielle. Tout comme François Mitterrand qui avait fait de Jean-Marie Le Pen son « meilleur ennemi » dans les années 1980, Macron a cultivé l'idée d'un nouveau duel inévitable avec Marine Le Pen, se présentant comme rempart vis-à-vis de l'extrême droite, et pensant bénéficier une nouvelle fois du fiasco qu'avait connu la candidate du RN lors du second tour de 2017.

Aussi, depuis longtemps, des personnalités d'extrême droite cherchaient à sortir de ce piège en avançant le projet d'une recomposition de la droite de la droite, en construisant une alliance de l'aile la plus réactionnaire des LR avec des courants de l'extrême droite, visant à prolonger l'union réalisée lors des manifestations anti LGBTI+ de La Manif pour tous contre le mariage homosexuel et la PMA, alliance notamment avec les proches de François Fillon. Construire donc une alternative, cultivant l'homophobie et l'islamophobie ainsi qu'un culte des valeurs traditionalistes françaises décomplexées, et accueillant sans problème les courants néo-nazis que Le Pen tient à l'écart par souci de respectabilité. De cet alliage, avec le soutien du groupe de médias de Vincent Bolloré et celui de Marion Maréchal, nièce de Marine Le Pen, est sortie la campagne d'un journaliste polémiste de la presse de droite venant de la droite gaulliste, Éric Zemmour, diffusant sans complexe depuis des années les idées les plus réactionnaires, condamné plusieurs fois pour ses propos racistes et islamophobes, débordant donc Le Pen sur sa droite, mais tendant la main aux courants les plus fascistes des LR pour une recomposition politique.

Il aura eu son heure de gloire par une omniprésence médiatique à l'automne 2021, avançant l'idée qu'une troisième



Philippe Poutou à la matinale de RTL. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

candidature de Marine Le Pen conduirait à un nouvel échec. Finalement, c'est le retour en boomerang de cet argument qui a marginalisé Zemmour, le vote Le Pen apparaissant au contraire, pour l'électorat lepéniste traditionnel, comme le seul moyen de faire chuter Macron. C'est cet argument du « vote utile » qui aura limité à 7 % l'impact électoral de Zemmour et aussi celui du troisième candidat d'extrême droite, Dupont-Aignan. Ce projet se solde donc pour l'instant par un échec. Mais, malheureusement, ce premier tour aura confirmé le vote Le Pen comme le premier vote exprimé parmi les employés et les ouvriers et sa forte présence dans les milieux populaires, notamment dans le Nord, l'Est et le pourtour méditerranéen. D'ailleurs, pour essayer de renforcer son poids électoral dans l'électorat populaire, elle aura mis l'accent sur son image de « seule candidate pouvant battre Macron » en développant un discours insistant moins sur les questions sécuritaires ou d'immigration que sur la question de l'augmentation du pouvoir d'achat par une baisse de la fiscalité et des cotisations sociales sur les bas salaires. Tout en cultivant cette image populaire, elle aura tout fait pour apparaître crédible vis-à-vis du MEDEF et totalement compatible avec les cadres de l'Union européenne.

BOULEVERSEMENTS À GAUCHE

La nouveauté de ce premier tour aura été également le double mouvement de l'effacement quasi total du PS du panorama présidentiel et la consolidation

électorale de Jean-Luc Mélenchon. Là aussi, ce troisième « vote utile » aura si-phonné les autres candidatures à gauche, non seulement celle d'Anne Hidalgo, candidate du PS ramené à 1,75 %, mais aussi celles d'EELV, du PCF, du NPA et de LO. Dans des villes et des quartiers populaires ou aux Antilles, beaucoup se seront emparés du vote Mélenchon pour faire barrage à l'extrême droite dès le 1^{er} tour et éviter de devoir une nouvelle fois voter Macron pour éliminer la menace de Le Pen. Mais le vote Mélenchon a aussi été celui de la jeunesse des quartiers confrontée au racisme, aux discriminations et aux violences policières.

Ainsi, en région parisienne, il aura conquis une première place dans l'ancienne ceinture rouge, perdue par le PCF depuis les années 2000, dépassant les 50 % à Montreuil, La Courneuve, Aubervilliers, et totalisant près de 50 % dans le département populaire de Seine Saint-Denis. De même, l'évolution de son discours sur le nucléaire et la place du combat pour le climat aura permis que son vote apparaisse aussi comme un vote pour l'action contre les changements climatiques et premier vote chez les jeunes de 18 à 35 ans. Tout cela aura dominé, effaçant pour beaucoup sa sympathie affichée pour Poutine, notamment lors des massacres en Syrie, et sa position ambiguë sur l'agression russe en Ukraine. Ainsi, les semaines précédant le scrutin,



une polarisation croissante s'est opérée à gauche pour renforcer le vote Mélenchon et rendre possible son accession au second tour.

Mais, en prenant les habits présidentiels, Mélenchon aura usé abusivement de la personnalisation de cette élection et de sa fonction, personnalisation correspondant au caractère « gazeux » de son mouvement, La France insoumise, réseau d'action sans aucune structuration démocratique. Mélenchon aura lui-même, pour cette campagne, construit une coexistence ambivalente entre cette personnalisation et la mise sur pied autour de lui d'un large collectif, le « Parlement de l'Union populaire », visant à jouer le rôle de passerelle entre le candidat et les mouvements sociaux. En cela, il réitérait l'attitude du PCF à la fin des années 1990, cherchant à s'affirmer comme le porte-parole du mouvement social dans les institutions en intégrant sur ses listes des porte-parole du mouvement syndical et altermondialiste. De même, la France insoumise a voulu, depuis le début de la campagne, imposer le vote Mélenchon comme le seul vote utile à gauche, en ciblant explicitement les autres candidatures de gauche, alors que lui-même aura annoncé sa propre candidature depuis novembre 2020 sans jamais chercher à mener le moindre débat avec les autres forces de gauche et d'extrême gauche. Dès lors, l'échec de Mélenchon à quelques encablures du deuxième tour est aussi celui d'une politique hégémoniste et n'est pas en premier lieu de la responsabilité des autres mouvements de gauche présents dans cette élection.

ET MAINTENANT ?

Néanmoins, son échec et la division des forces de gauche qui pourtant recueillent, additionnées, un nombre de voix voisin de celui de l'extrême droite (31,94 % face aux 32,28 % de l'extrême droite), posent désormais sur la place publique un problème politique. Des forces sociales, des courants militants, cherchent à surpasser les échecs et les trahisons de la gauche social-démocrate et sa soumission au libéralisme capitaliste. Le débat sur cet échec et sur les axes d'une nécessaire mobilisation politique et sociale face aux dégâts du capitalisme n'a pas eu lieu. Le refus de se résigner à cette situation était un des messages essentiels de Philippe Poutou et de la campagne du NPA face à l'urgence

anticapitaliste. Aussi, le succès de Mélenchon prouve la réalité et la vigueur de ces forces, mais ses limites viennent aussi de l'absence de volonté de convergences et d'actions communes. Malheureusement, pour l'instant, au-delà du second tour de l'élection présidentielle, il semble évident pour La France insoumise que le seul avenir politique à gauche doit se faire sous la bannière de l'Union populaire, à commencer par les élections législatives de juin prochain pour lesquelles l'essentiel de leurs candidatEs ont d'ores et déjà été désignéEs afin de maintenir et d'augmenter leur groupe parlementaire à l'Assemblée nationale.

Quoi qu'il en soit, la prochaine étape est le second tour de l'élection présidentielle. Même si les premiers sondages donnent Macron vainqueur, les écarts sont bien plus étroits qu'en 2017.

Dans l'électorat populaire, certains iront rejoindre l'abstention, mais beaucoup vont mettre dans l'urne un bulletin Macron, pour faire barrage à Le Pen, comme cela a été le cas en 2017. Ce choix se fera à contre-cœur même si, après avoir mené cinq ans d'attaques violentes contre les classes populaires, après avoir été le fidèle défenseur des intérêts capitalistes, Macron cherche entre les deux tours à se parer d'un langage social et d'un vernis antifasciste pour se gagner des voix à gauche, amendant même partiellement son projet de nouvelles attaques contre les retraites. Cet apport de voix venant de la gauche est, avec les abstentionnistes du premier tour, la seule réserve électorale qui lui reste pour gagner le second tour, ayant déjà gagné l'essentiel des voix venant de la droite traditionnelle. Mais beaucoup, dans les classes populaires, ne pourront pas oublier les attaques orchestrées contre les Gilets jaunes, les jeunes des banlieues, les violences policières impunies, la réforme de l'assurance chômage et la promesse de nouvelles attaques contre les retraites, les cadeaux incessants aux groupes capitalistes, le mépris colonial envers les populations des Antilles, de Kanaky et de Corse.

Mais une éventuelle élection de Marine Le Pen ne serait pas anodine, malgré la façade de respectabilité dont elle a voulu se parer dans les dernières semaines, se servant même de Zemmour comme faire-valoir pour manifester sa modération. Elle est l'héritière et la dépositaire de tous les courants les plus réactionnaires de l'extrême droite française, et comporte dans ses rangs les idéologues et les défenseurs des thèses racistes,

xénophobes, héritière aussi des courants les plus hostiles au mouvement ouvrier, aux luttes d'émancipation des peuples. Elle représente la béquille du grand patronat français pour lui apporter son soutien lorsque les classes populaires se lèvent, descendent dans la rue, pour défendre leurs droits et que l'ordre est menacé. Elle prend alors fait et cause pour les forces de répression, contre les manifestants, comme elle l'a fait lors des manifestations des Gilets jaunes en novembre 2019. Donc, en aucun cas, un bulletin Le Pen ne pourrait être une arme pour se défendre face aux attaques menées ou à venir de Macron. Au contraire, l'élection de la candidate du RN serait synonyme d'une aggravation qualitative de la situation des classes laborieuses, de divisions approfondies du camp des exploitésEs et des opprimésEs, faites d'une exacerbation des discriminations et des attaques contre les classes populaires racisées, synonyme aussi de nouvelles attaques contre les droits collectifs des salariéEs et de leurs organisations, contre les libertés démocratiques. De même, un score élevé en sa faveur, loin d'être un avertissement pour sanctionner la politique réactionnaire de Macron, serait un encouragement supplémentaire pour celui-ci sur les chemins de sa politique ultralibérale et sécuritaire.

Dans tous les cas, même si la combativité sociale s'est largement manifestée ces dernières années en métropole et en Outre-mer, dans les quartiers et les entreprises, la construction politique de notre camp social pour agir et défendre un projet d'émancipation est un chantier sur les décombres de la social-démocratie. Le succès électoral de Mélenchon peut être un point d'appui s'il n'est pas synonyme d'arrogance et de volonté hégémonique et d'absence de débat. Dans tous les cas, la force affirmée de l'extrême droite et les annonces de nouvelles attaques de Macron contre les retraites et le système public de santé, la surdité et la passivité gouvernementale devant l'urgence climatique, la détérioration galopante du pouvoir d'achat montrent l'urgence de la construction, sans attendre, d'un front d'action politique commun autour des urgences de l'heure, du combat contre le capitalisme. Cette question se posera dès les prochaines semaines quel que soit le résultat du deuxième tour. □

Ce texte a été écrit avant le second tour de l'élection présidentielle.

Après le premier tour de la présidentielle, prendre résolument un chemin incertain

PAR ANTOINE LARRACHE

Le bilan fondamental de premier tour de l'élection est la polarisation entre une extrême droite fascisante et dynamique et une gauche qui rompt avec la social-démocratie avec, au centre, un pouvoir autoritaire en équilibre instable. Une situation qui appelle un infléchissement de la politique des révolutionnaires.

L'extrême droite est renforcée, avec 32 % des suffrages cumulés entre Le Pen, Zemmour et Dupont-Aignan, contre 25 % en 2017. Cette poussée s'accompagne d'un renforcement de son aile ouvertement fasciste, autour d'Éric Zemmour, candidat qui renoue avec l'électorat traditionnel du fascisme, une partie de la grande bourgeoisie et la petite-bourgeoisie, laissant les classes populaires à Le Pen. Le NPA n'analyse pas, à cette étape, le RN et Reconquête comme des partis fascistes au sens classique du terme, car ils n'ont pas à leur disposition un corps armé capable de détruire physiquement les organisations du mouvement ouvrier et les opprimés. Mais une étape est franchie avec la création du parti de Zemmour, tandis que nous pouvons maintenir l'analyse selon laquelle ces deux partis sont dirigés par des fascistes, qui ont, indépendamment des convictions de leur électorat, un projet fasciste construit, contre les libertés démocratiques et pour décupler l'exploitation.

DES OPPOSITIONS DE CLASSE EXACÉRBEES

Si Marine Le Pen arrivait au pouvoir le 24 avril, le pays ne basculerait pas dans le fascisme. Mais un saut qualitatif serait franchi dans sa montée. En effet, elle disposerait, avec la police et l'armée, de corps acquis à son projet politique, permettant d'envisager une fusion entre son parti et l'appareil d'État, ce qui est une des caractéristiques de la théorie classique du fascisme. D'ailleurs, qu'elle gagne ou non – et bien plus si elle gagne – on verra dans les prochaines semaines, à n'en pas douter, se développer les violences contre les personnes racisées, les LGBTI et les militantEs du mouvement ouvrier.

De façon symétrique s'est développé dans cette élection un début de ré-homogénéisation du prolétariat autour de la candidature de Mélenchon. Le vote, impressionnant, dans les quartiers populaires, pour sa candidature, le révèle. Même si tout cela n'est pas exempt de confusions, comme le montrent les sondages révélant qu'un tiers de l'électorat de Mélenchon serait prêt à voter pour Le Pen au second tour de la présidentielle, ou encore les désaccords profonds que nous avons avec son orientation sur la place – impérialiste – de la France dans le monde, sur son rapport aux institutions et aux luttes. Par ailleurs, cette tendance à l'homogénéisation est également relativisée par le fait qu'il s'agit d'un terrain bien particulier, celui des élections, et par le mode de scrutin, le « vote utile » réduisant l'espace politique des autres les forces de gauche. On peut néanmoins retenir que, tendanciellement, le Parti socialiste, hier dominant à gauche, est remplacé par une force plus radicale, moins intégrée à l'appareil d'État et plus dynamique.

Le « centre » macroniste se révèle, comme il y a cinq ans, une forme de bonapartisme, car il constitue un équilibre instable entre ces deux pôles. Par rapport à la dernière élection, il y a un élargissement de sa base sociale, qu'on a pu constater par l'augmentation de son score et sa capacité à siphonner une partie des voix des Républicains après avoir conquis une bonne part de l'électorat du PS. Il se renforce au sein de la « France qui va bien », ces couches de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie qui profitent de la crise et ont peur des « extrêmes ».

Cette position reste instable car, là aussi, le mode de scrutin, au cœur du fonctionnement de la V^e République, renforce les

tendances à la centralisation et exagère la position dominante de Macron. Rappelons que ses voix ne représentent que 20 % des inscritEs sur les listes électorales.

LE BILAN MITIGÉ DE NOTRE CAMPAGNE

Le faible score de la campagne Poutou n'annule pas son utilité. Au contraire, elle a permis de poser plusieurs problèmes politiques qui n'auraient été posés par personne d'autre de cette façon : la dénonciation des violences policières, le combat contre l'extrême droite, la nécessité d'un parti large, anticapitaliste et révolutionnaire, indépendant des institutions.

La participation à près de 90 meetings, avec des centaines de personnes dans de nombreuses villes, les milliers de personnes qui ont pris contact avec nous, la légitimité et la popularité de Philippe dans une large part de la population, sont un retour positif sur l'utilité de notre campagne, même si nous n'avons pas pu réellement imposer d'autres thématiques politiques dans la campagne, notamment en raison de l'exposition médiatique très restreinte dont nous avons disposé et de nos forces limitées. Nous n'avons pas réussi à nous lier à des secteurs militants extérieurs à notre surface habituelle, particulièrement dans les quartiers populaires et dans les entreprises.

La faiblesse du score est aussi une sanction à prendre en compte de ce point de vue. Des dizaines, voire centaines, de milliers de personnes ont préféré voter Jean-Luc Mélenchon, y compris dans notre entourage très proche, pour peser



sur le second tour. Le résultat concret est malheureusement qu'il n'a pas accédé au second tour et que nous sommes faibles pour peser sur les prochains événements. Cependant, nous avons réussi à exister, ce qui nous donne la possibilité d'intervenir dans les débats politiques nationaux, ce qui aurait été impossible si nous n'avions pas eu de candidature, ce qui pourra se révéler très précieux dans la prochaine période.

CONTRE LE FASCISME

Nous devons maintenant raisonner nos objectifs en fonction de la situation, des intérêts généraux du prolétariat et de nos forces.

La première urgence est de construire une riposte face à la montée de l'extrême droite. Dans l'entre-deux tours, cela signifie appeler à ce que pas une voix ne se porte sur Le Pen. Nous devons convaincre, pied à pied, dans les classes populaires, de ne pas voter pour cette candidature. Si nous n'avons aucune illusion sur ce que fera Macron s'il est élu président, nous espérons néanmoins que Le Pen perde, donc, de fait, que Macron gagne au second tour. En revanche, notre rôle n'est pas d'appeler à voter pour lui, et encore moins d'appeler à ne pas voter pour lui.

D'un côté, en n'appelant pas à voter Macron, on exprime une défiance vis-à-vis de ce candidat de la bourgeoisie, de ses objectifs, et nous pouvons même expliquer que sa mandature a conduit, et conduira de nouveau s'il est élu, à faire monter l'extrême droite, et que la solution viendra des luttes, d'en bas. Mais nous n'avons pas non plus à appeler à ne pas voter Macron : cela signifierait que nous sommes indifférents au résultat du second tour, que nous pensons que cela ne changerait rien pour les classes populaires, pour les LGBTI, pour les personnes racisées, et face à la répression policière ou patronale. S'il est normal, notamment dans la jeunesse, que beaucoup de monde soit révolté contre la configuration de ce second tour, l'orientation « ni Le Pen ni Macron », portée par des organisations, signifie la négation du danger fasciste et un opportunisme vis-à-vis des personnes qui, dans les couches populaires, y voient une solution. Notre rôle en tant que communistes est de contribuer à lever ce type d'illusions, à séparer les couches prolétaires démoralisées des couches réactionnaires suivant l'extrême droite.

Cette bataille devra se poursuivre au-delà

des élections, notamment en s'appuyant sur les rencontres et forums sociaux antifascistes, en testant la possibilité de construire un mouvement antifasciste unitaire, et notamment face à ces attaques physiques.

DES BATAILLES UNITAIRES CONTRE LA CLASSE DOMINANTE ET SES REPRÉSENTANTS

Le second point est de préparer les batailles contre le pouvoir qui sortira des urnes. Nous ne sommes pas indifférents au résultat mais, quel qu'il soit, il faudra se mobiliser de façon. Nous pouvons proposer des mobilisations dès le soir du second tour et dans les semaines qui suivront, pour montrer qu'il n'y aura pas de période de grâce, que la riposte doit s'organiser immédiatement. Nous pouvons ainsi pousser à développer, dès maintenant, des argumentations sur l'augmentation des salaires, les retraites, les réformes de l'éducation et particulièrement des universités, les droits des migrantEs... Troisièmement, nous avons la responsabilité de continuer à affirmer la nécessité de construire un parti pour les exploités, un parti militant, anticapitaliste et révolutionnaire, indépendant des institutions, avec un projet pour l'émancipation de toutes et tous, et pour faire face à l'urgence de changer un monde en guerre, en crise écologique profonde, et menacé par l'extrême droite.

La question de la guerre, peu abordée ici, est symptomatique de la période que nous vivons et participe des délimitations nécessaires pour construire un parti utile, indépendant de l'ordre existant.

Ce projet, nous devons le proposer à toutes celles et tous ceux qui se sont rapprochés de nous dans la campagne, pour leur proposer de construire ensemble le NPA, de s'organiser, militer, lutter, se former. Ce sera un des enjeux de notre prochaine Université d'été, des Rencontres internationales de jeunes de la IV^e Internationale qui auront lieu en France, et du prochain congrès du NPA.

UNE TENTATIVE UNITAIRE

Mais pour cela, il nous faut également réussi à sortir de l'isolement dont témoigne notre faible score à la présidentielle et agir sur les enjeux généraux de la situation. Il ne suffit pas d'être reconnu, il faut être capable d'entraîner dans l'action. Les réactions face à la montée de l'extrême droite et face à Macron sont somme toute assez faibles. Les organisations – partis, associations, syndicats...

– sont divisées entre celles qui veulent absolument voter Macron au second tour, celles qui attendent le « résultat démocratique », celles qui sont polarisées par les élections, celles encore qui ne veulent pas travailler avec les précédentes. L'unité du prolétariat et de ses organisations est un combat !

C'est dans ce sens que le NPA a décidé de proposer à Lutte ouvrière et à La France insoumise de discuter de la possibilité de présenter des candidatures communes aux prochaines élections législatives, et ainsi de répondre favorablement à la proposition de rencontre de l'Union populaire. Nous souhaitons un accord sur des candidatures communes, mais sans nous renier. En effet, il ne s'agit pas de dissoudre le NPA, ni d'effacer ses spécificités, il s'agirait d'un accord pour mener une campagne ensemble, contre la droite et l'extrême droite, pour la défense de mots d'ordre communs pour les classes populaires.

Il s'agit aussi de construire une campagne militante, collective, qui soit un point d'appui pour construire les luttes nécessaires. Nous ne pensons pas qu'une victoire d'une telle coalition aux législatives soit réaliste, étant donné le rapport de forces général et, si c'était le cas, nous ne participerions pas à un gouvernement qui en serait issu, mais nous voulons sincèrement que le plus de députéEs de gauche soient éluEs face à la droite et à l'extrême droite. Si nous pouvions en profiter pour gagner quelques députéEs révolutionnaires pour faire le lien avec les luttes et défendre notre programme, ce serait un bonus non négligeable. Ces éluEs devraient avoir la liberté d'exprimer notre point de vue, tout comme, même si nous sommes favorables à une campagne unitaire à la base et démocratique, nous garderions la liberté d'exprimer notre point de vue particulier en cas de désaccords¹.

Face à la montée de l'extrême droite, aux incertitudes qui en découlent, et à la suite de la place politique prise par l'Union populaire et des initiatives qu'elle prend, les dangers, de toutes sortes, sont réels. Mais lorsque l'histoire s'accélère, il n'y a pas d'autre choix que d'entrer dans la brèche pour l'élargir, de prendre des initiatives pour développer les conflits de classe et défendre à l'intérieur, nos orientations révolutionnaires. □

¹ Lire à ce sujet le chapitre « Le "Communisme de gauche" en Angleterre » de La maladie infantile du communisme (le "gauchisme") » de Lénine notamment le dernier tiers où il aborde les possibilités d'accord électoraux avec les réformistes.

Crise climatique – Rapport du GT3 du GIEC: de la rigueur scientifique à la fable sociale

PAR DANIEL TANURO

Le Groupe de travail 3 vient de sortir sa contribution au sixième rapport d'évaluation du GIEC, sur l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. Elle complète celles du GT1 (sur la science du changement climatique) et du GT2 (sur les risques et l'adaptation).

L'article ci-dessous présente les lignes de force du document. Il vise simplement à mettre les conclusions principales du GT3 à disposition des activistes, à titre d'information. Bien que quelques remarques soient proposées en conclusion, il ne s'agit pas ici de répéter la critique écosocialiste du productivisme capitaliste et de son impasse. Elle a déjà été faite ailleurs et sera sans aucun doute approfondie à l'avenir, par moi-même et par d'autres (y compris sur base du rapport du GT3).

LA CATASTROPHE S'APPROFONDIT

Le rapport commence par faire le point sur l'état de l'atténuation des émissions. En fait, il s'agit plutôt de non-atténuation. Tous gaz à effet de serre confondus, les émissions globales ont augmenté de 11 % par rapport à 2010. Leur volume (59 GtCO₂eq¹ en 2018) est plus important que jamais dans l'histoire humaine. Entre 2010 et 2018, le rythme d'augmentation s'est quelque peu ralenti : 1,3 % par an, contre 2,3 % pendant la décennie précédente. Les émissions net cumulées de CO₂ restent le principal vecteur du changement climatique, et parmi celles-ci les émissions provenant de la combustion des combustibles fossiles. Cependant, les émissions

de gaz fluorés (un groupe de gaz dont le potentiel radioactif est plusieurs centaines à plusieurs milliers de fois supérieur à celui du CO₂, et dont certains peuvent rester dans l'atmosphère plusieurs milliers d'années) jouent désormais un rôle significatif dans le réchauffement. Entre 1980 et 2018, les émissions de ces gaz fluorés ont augmenté de 430 %, tandis que celles de CO₂ augmentaient de 66 %.

L'augmentation des émissions de CO₂ est due beaucoup plus à la consommation d'énergie et de matériaux imputable à la hausse des revenus qu'à l'augmentation de la population. Entre 2010 et 2018, la hausse du PIB moyen par personne a augmenté les émissions de CO₂ fossile de 2,3 %/an, tandis que l'augmentation de la population les a augmentées de 1 %/an. Certains pays ont réussi à découpler croissance économique et émissions, mais il s'agit dans la plupart des cas d'un découplage relatif, pas absolu. Les activités les plus intensives en émissions de gaz à effet de serre ont augmenté fortement au cours de la décennie 2010-2020 : +28,5 % pour l'aviation, +17 % pour l'achat de SUV, +12 % pour la consommation de viande. Le découplage entre la demande énergétique et la

croissance économique n'est que relatif et une décarbonisation substantielle des systèmes énergétiques n'est observable qu'en Amérique du Nord, en Europe et en Eurasie. Globalement, l'intensité en CO₂ par unité d'énergie est inchangée depuis trente ans.

UN PEU MOINS D'INÉGALITÉS ENTRE PAYS, PLUS D'INÉGALITÉS AU SEIN DES PAYS

Entre pays, l'inégalité dans les émissions reste criante, bien qu'elle ait légèrement diminué au cours des dernières décennies. Tous gaz confondus, les émissions moyennes de gaz à effet de serre par personne en 2018 étaient de 13,1 tonnes CO₂-eq dans les pays développés, 14,7 tonnes en Europe de l'Est et Asie centrale, 5,8 tonnes en Amérique latine et dans les Caraïbes, 5,7 tonnes en Asie-Pacifique, et 4,2 tonnes en Afrique et au Moyen-Orient. Entre 2010 et 2018, les pays développés (17 % de la population) ont émis 35 % des gaz à effet de serre ; les Pays les moins avancés (PMA, 13 % de la population) en ont émis 3 % à peine. Quand on prend pour base



la consommation de biens et de services des pays développés (qui intègre les émissions « grises » – importées sous forme de produits fabriqués ailleurs), on constate une légère diminution des émissions grises de CO₂ : elles sont passées de 46 % en 2010 à 41 % en 2015.

Par contre, l'inégalité climatique au sein des pays est en augmentation, tant du point de vue des revenus (27 % des revenus captés par le 1 % le plus riche) que du point de vue des émissions (les 10 % les plus riches causent 36 à 45 % des émissions globales, tandis que la part des 10 % les plus pauvres est de 3 à 5 % (les deux sont évidemment liés)). Deux tiers des 10 % les plus riches vivent dans les pays développés, le tiers restant dans les « pays émergents » ; la plus grande partie des 10 % les plus pauvres vivent en Afrique sub-saharienne, dans le Sud-Est de l'Asie, en Asie centrale et en Amérique latine. Ces régions abritent les 20 % de la population locale qui n'ont pas accès à l'électricité et les 37 % qui n'ont pas accès à des moyens de cuisiner modernes. Les modes de consommation des

riches génèrent l'empreinte carbone la plus large : par exemple, 50 % du trafic aérien est monopolisé par le 1 % le plus riche. Par contre, fournir à tous les humains sur Terre un accès à une énergie moderne n'aurait qu'un impact négligeable en termes d'émissions...

LA TECHNOLOGIE NE REMPLIT PAS SES PROMESSES

En dépit de toutes les assurances capitalistes, les faits montrent que le progrès technologique n'est pas en train de résoudre l'énorme défi posé par la stabilisation du climat. Le taux annuel de croissance des émissions s'est ralenti significativement dans le secteur de l'énergie (1,4 % entre 2010 et 2018, contre 3,2 % au cours de la décennie précédente) et dans celui de l'industrie (1,7 % contre 5,0 %) mais est resté inchangé dans le secteur du transport (2 % par an environ). Depuis 2010, les baisses de coût ont été fortes dans le solaire (87 %), l'éolien (38 %) et les batteries (85 %) ; les agrocarburants représentent 90 % de l'énergie renouvelable utilisée dans les transports. Mais ces réalisations du capitalisme vert ne nous mettent pas sur le chemin du « zéro émissions nettes »

en 2050, indispensable pour rester sous 1,5°C de réchauffement. De plus, l'actualité récente sur les marchés énergétiques montre à quel point ces évolutions restent réversibles (cf. la relance de la production charbonnière en Chine et l'extension de l'exploitation du gaz de schiste aux USA, etc., dans le cadre de la « relance post-covid » – sans parler de l'impact de la guerre de Poutine en Ukraine). Du point de vue productiviste, les technologies « vertes » doivent donc aller de pair avec la capture-séquestration du carbone (CCS), le retrait de carbone de l'atmosphère (CDR) et le développement du nucléaire. Mais ces technologies ne progressent pas rapidement, notamment du fait des préoccupations sociales en matière de sécurité et de soutenabilité.

Les émissions projetées en 2030 sont supérieures aux engagements des États, et ces engagements à leur tour ne sont pas en phase avec l'objectif de limiter le réchauffement au-dessous de 1,5°C au 21^e siècle. Le fossé d'émissions (« emission gap ») projeté en 2030 entre les contributions nationales déterminées (y compris les engagements conditionnels des gouvernements) et le



chemin qui donne 50 % de chances de rester sous 1,5°C sans dépassement temporaire est de 25 à 34 GtCO₂ équivalent (sur des émissions totales de 59 Gt !). Pour mesurer la difficulté à surmonter pour combler ce fossé, il faut savoir que les infrastructures énergétiques fossiles existantes émettront, d'ici 2030, 658 GtCO₂, et que ce volume d'émission passera à 846 si on prend en compte en plus les infrastructures énergétiques fossiles dont la construction est prévue. Ces estimations représentent à peu près le double du budget carbone compatible avec le respect du 1,5°C (NB : elles n'incluent pas les émissions des infrastructures projetées dans l'industrie, le bâtiment et les transports)... À degré d'utilisation constant des capacités, et sans modification telle qu'installation de CCS, on estime que, pour rester sous le 1,5°C la durée de vie des centrales à charbon et à gaz existantes, qui est actuellement de 39 et de 36 ans respectivement, devrait être réduite à 9 et 12 ans (moins si les centrales en projet sont effectivement construites). Ces faits suffisent à mesurer avec quelle force les multinationales de l'énergie ont et auront le pied sur le train de la « transition écologique » capitaliste...

TRANSFORMER LE SYSTÈME ?

Sans nouvelles mesures climatiques, la température moyenne de surface du globe augmentera de 3,3 à 5,4°C d'ici 2100. Rester sous 1,5°C nécessite des réductions d'émissions rapides et des changements structurels fondamentaux à l'échelle globale. Selon les scénarios, limiter le réchauffement sous 2°C nécessite que les émissions mondiales (tous gaz confondus) passent par un maximum « immédiat » (entre 2020 et 2025). Peu de scénarios montrent encore la possibilité de rester sous 1,5°C sans un léger dépassement (0,1°C). En tout cas, une action climatique trop faible à court terme rendra les objectifs climatiques inaccessibles dans le futur. Rester sous 1,5°C avec 50 % de chance et un léger dépassement nécessite des réductions d'émissions de 35 à 60 % en 2030 et de 73 à 94 % en 2050 (par rapport au niveau d'émission modélisé en 2020).

Dans les scénarios limitant le

réchauffement à 1,5°C avec 50 % de probabilité et un léger dépassement, le budget carbone encore disponible est de 525 GtCO₂ environ (le budget carbone ne comptabilise que le CO₂). Cela implique une neutralité carbone atteinte en 2055 environ. En prenant en compte tous les gaz à effet de serre, l'année du net-zéro est repoussée de douze années environ. Le déploiement de technologies CDR permet évidemment d'augmenter le budget carbone. Réduire les émissions de gaz autres que le CO₂ (méthane, gaz fluorés,...) ne dispense pas de l'obligation de réduire les émissions de carbone à zéro net, mais augmente le budget carbone disponible pour un niveau donné de réchauffement maximum. Il faut tenir compte toutefois de l'effet réchauffant qu'aurait la diminution des aérosols qui renvoient du rayonnement solaire vers l'espace...

« DÉCROISSANCE JUSTE »...

On comprend alors la nécessité soulignée par le GIEC de transformations fondamentales dans tous les secteurs et toutes les régions, par des politiques qui réduisent à la fois les émissions de CO₂ et celles d'autres gaz à effet de serre. Un point important ici est que le GIEC, pour la première fois, se fait l'écho de certains travaux de recherche qui plaident explicitement pour une rupture avec les contraintes capitalistes du « toujours plus ». Selon certains chercheurs/euses, en effet, la stabilisation du climat ne peut pas être réalisée sans une réduction très substantielle de la consommation finale d'énergie – une réduction à ce point importante qu'elle implique nécessairement une diminution de la production matérielle et des transports.

Ces chercheurs/euses ne sont pas des néomalthusiens : toustes insistent sur la nécessité de ce qu'on pourrait appeler une « décroissance juste », mettant l'égalité sociale et la justice climatique au même rang que la stabilisation climatique. Cette voie nouvelle (nouvelle dans les rapports du GIEC, s'entend) entre en écho avec les théories du « buen vivir » indigène. Elle s'exprime partiellement à travers des scénarios dits « lower demand », ou « decent living scenario », ou

d'autres propositions (le plus souvent non modélisées) qui réduisent ou éliminent complètement le recours aux technologies à émissions négatives (CDR), plaident fortement pour le changement de régime alimentaire (moins de viande, de bœuf surtout), satisfont plus facilement les Objectifs du développement durable (SDG) et diminuent par conséquent la pression sur les terres, sur les écosystèmes et sur les personnes – à l'exception des riches, évidemment. Il est significatif que le rapport du GIEC s'en fasse l'écho, même si son orientation d'ensemble reste nettement axée sur les besoins de l'accumulation capitaliste (comme si comme-ci constituait une loi de la nature).

... OU RECOURS AUX TECHNOLOGIES À ÉMISSIONS NÉGATIVES

S'agissant de ces besoins de l'accumulation, le rapport du GIEC développe substantiellement le danger du « lock-in » (blocage, verrouillage) dans les énergies fossiles. Il y voit – à juste titre ! - un risque majeur de report des mesures nécessaires au-delà de la décennie 2020-2030, sous la pression des « intérêts établis ». Globalement, les émissions du secteur énergétique doivent diminuer de 2,2 à 3,3 % par an jusqu'en 2050 pour rester sous 1,5°C. Les technologies « bas carbone » (attention : ce terme, dans le lexique du GIEC, inclut le nucléaire) doivent produire 90 à 100 % de l'électricité d'ici 2050 (moins de 40 % aujourd'hui). En même temps, la part de l'électricité dans la consommation finale d'énergie devrait passer à 40 % avant 2050 pour rester sous 1,5°C (20 % aujourd'hui). L'enjeu, pour les multinationales fossiles est énorme : du fait d'une politique climatique à la hauteur des enjeux, les « stranded assets » (la dévaluation du capital) pourraient se chiffrer en milliers de milliards (trillions) de dollars...

Comme on l'a vu, les technologies à émissions négatives (CDR) sont un des moyens par lesquels les gouvernements peuvent accroître le budget carbone, reporter l'échéance



du « zéro net », et par conséquent alléger la menace de dévalorisation du capital qui pèse sur les secteurs fossiles. Le déploiement de ces technologies est donc nécessaire dans la plupart des scénarios qui limitent le réchauffement sous 1,5°C (sauf les scénarios de « décroissance juste » évoqués plus haut). Pour le GIEC, la CDR sert à contre-balancer les émissions résiduelles dans les secteurs où la réduction des émissions est difficile (aviation, transport maritime, agriculture, aciéries, ciment, pétrochimie). La technologie à émissions négatives la plus simple et la moins coûteuse est le recours à l'absorption du CO₂ par les écosystèmes. Comparativement, ce rapport du GIEC est nettement plus réservé sur la BECCS que le précédent. Dans l'AR5, 95 % des scénarios climatiques étaient basés sur une mise en œuvre massive de cette technologie. Aujourd'hui, le GIEC nous dit que son potentiel d'atténuation « a baissé », que sa mise en œuvre massive pourrait avoir des effets contraires, et qu'il faut plus de recherche scientifique à ce sujet. Le même besoin de recherches supplémentaires est invoqué à propos d'autres technologies que certains ont présentées comme des solutions miracles : la capture-séquestration directe du CO₂ de l'air, la fixation du CO₂ par érosion et transformation

de certaines roches en carbonates, etc. De tous ces systèmes, le GIEC nous dit maintenant qu'ils peuvent avoir des effets négatifs sur les services écosystémiques et sur les Objectifs du développement durable (ODD, SDG en anglais)...

FAISABILITÉ SOCIALE ET VŒUX PIEUX : LE GIEC AU PAYS DES MERVEILLES

Globalement, selon le GIEC, le potentiel existant de réduction des émissions réalisable d'ici 2030 permettrait de réduire les émissions de moitié d'ici 2030, et les options d'atténuation coûtant moins de 20 \$ la tonne de CO₂ représenteraient la moitié de ce potentiel. Mais il faut consentir de hauts investissements de long terme dans les premières années, et mener des transformations profondes à court terme. Se pose alors la question de la faisabilité sociale, à propos de laquelle le GIEC considère que le développement du solaire, de l'éolien, la gestion de la demande, le changement des méthodes de construction, l'efficacité énergétique, l'électromobilité et les transitions au niveau des systèmes urbains se heurtent à moins de résistance que le nucléaire et les technologies à émissions négatives.

D'une manière générale, ce rapport, comme celui du GT2 du GIEC, est considérablement moins technocratique et « économiciste » que le précédent. À l'instar du rapport

du GT2 sur les risques et l'adaptation, il insiste sur la priorité à donner à « l'équité » et à la « participation des parties prenantes » dans la perspective d'une « transition juste ». Les auteurs/trices notent que les changements de comportement individuels, à eux seuls, ne peuvent réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre. Ils soulignent que ces changements doivent s'encadrer dans un changement structurel, culturel et institutionnel. Ils/elles soulignent même l'importance des mouvements sociaux, des jeunes notamment, pour faire bouger les lignes face aux « intérêts établis »...

En même temps, comme celui du GT2, ce rapport est confit de l'idée profondément irréaliste qu'il serait possible de faire converger des intérêts sociaux antagoniques pour sauver le climat de la Terre dans l'harmonie universelle, sans mettre en question le moins du monde la propriété privée de l'économie, la concurrence pour les parts de marché, la production pour le profit et le « produire pour produire » qui en découle automatiquement. Il suffirait d'installer de nouvelles normes sociales. Et pour ce faire, il suffirait que 10 à 30 % de la population, surtout les personnes à haute visibilité sociale, qui ont les moyens de réduire leurs émissions, évitent de prendre l'avion, vivent sans voiture, passent à l'électromobilité, et investissent dans des entreprises bas carbone pour devenir les modèles d'un nouveau mode de vie...

Je reste fasciné de constater à quel point des esprits scientifiques pointus et rigoureux préfèrent se raconter des fables plutôt que de tirer les conclusions sociales qui s'imposent de leur propre analyse... □

1) GtCO₂-eq : gigatonne d'équivalent en dioxyde de carbone.



© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Fnac Saint-Lazare : des embauches obtenues par la grève reconductible

ENTRETIEN AVEC GLAREH KHADJÉ-NOURI

Glareh, représentante CGT du personnel à la Fnac Saint-Lazare raconte quatre mois de grève à la Fnac Saint-Lazare qui ont abouti à des embauches.

L'Anticapitaliste : Est-ce que tu peux nous raconter comment a débuté le mouvement de grève, dans quelles conditions, quelles étaient vos revendications ?

Glareh Khadjé-Nouri : Ça a débuté le 8 décembre dans un couloir. La colère montait depuis des années. C'était censé être un débrayage comme d'habitude sauf que d'habitude on est en bas dans le magasin, on est visible et là, dans un couloir, il y avait besoin de discuter. Ça a duré comme ça une semaine et c'est ce qui a posé les bases d'une

grève reconductible qui a duré trois mois et demi. C'est historique parce qu'à la Fnac Saint-Lazare ça n'était jamais arrivé. Il y en avait eu une seulement à la Fnac des Champs-Élysées.

Ça a incité d'autres magasins à se mettre en grève ?

Il y a eu de gros mouvements de grève à la Fnac il y a plus de dix ans et ça avait posé un vrai rapport de force avec la direction. Puis ça s'est étioilé et malheureusement du coup le rapport de force a baissé. Mais oui en décembre, il y a eu des moments

dans d'autres Fnac en France et c'est ce qui a permis une avancée: une de nos revendications était la prime Covid, dont l'employeur avait dit publiquement sur France Inter qu'il ne nous la verserait pas, et il ne s'est pas dédit, mais ils ont versé la prime pouvoir d'achat et pour nous clairement c'est parce qu'ils ont bien vu qu'il y avait une colère qui est en train de monter à Paris et en province.

Il y a un problème de cadences, et vous revendiquez surtout face à un manque d'effectifs.

On était vraiment sur les conditions de travail parce que les effectifs sont en baisse constante: ils ne remplacent pas les départs, et ils prennent maintenant beaucoup d'intérimaires, des stagiaires, des alternants, des démonstrateurs qui ne sont plus des salariés Fnac.

Il y a une vraie baisse d'effectifs, des conditions de travail qui sont devenues vraiment difficiles et le point principal est la souffrance au travail, ce qui a conduit les gens à décider d'arrêter de subir, à relever la tête et à s'organiser.

Comment ça s'est passé pendant le confinement pour la Fnac, elle a réussi à se faire des thunes ?

Grave ! Les deux premiers mois, quand





qu'il n'aille pas dans le sens de ceux qui luttent.

On a donc organisé des rassemblements hyper festifs : on a écrit des chansons, revisité des chansons, parce que la lutte, ça doit être joyeux pour tenir !

Sur le piquet de grève des camarades de l'Ibis Batignolles, une grève de 40 femmes de chambre, de femmes uniquement, il y avait tout le temps de la musique, on dansait et on chantait.

Et elles déchiraient des papiers pour faire des confettis partout et faire la fête.

C'est assez inspirant, bravo pour tout ça. On espère que d'autres luttes vont arriver

et les mouvements vont s'amplifier. Est-ce que vous êtes satisfaitEs, est-ce qu'il y a d'autres perspectives de lutte ?

On est satisfaitEs de ce qu'on a pu obtenir au nombre qu'on était. Maintenant on espère vraiment réussir à ce qu'il y ait plus de monde qui s'empare de la lutte, de ce mode de revendication. Parce qu'on sait que c'est ce qui fonctionne. Les représentantEs du personnel, en réunion avec la direction, on peut toujours attendre parce qu'on a peu de moyens, peu de possibilités. Le rapport de force n'est pas en notre faveur, et ça a été empiré par les réformes du Code du travail. Les salariés ont encore l'impression qu'on peut agir comme ça alors que le seul moyen est de s'unir, de dire stop, et en deux ou trois jours, si on est assez nombreux, la direction est obligée de t'écouter, elle ne peut plus juste te mépriser. Il faut un vrai rapport de force.

Sur les conditions de travail, on a une problématique dans énormément de magasins et de rayons. Les salaires sont super bas à la Fnac. La grille salariale est en train de passer en dessous du Smic ! Du coup ils nous ont remis une réunion parce qu'il va y avoir un problème... C'est fou pour une entreprise comme la Fnac, avec tout ce qu'elle empoche !

Il y a des luttes victorieuses dans le commerce : chez Gibert, ils ont déblayé à 80% je crois des magasins et en trois jours c'était réglé. La lutte, ça fonctionne ! □

Propos recueillis par Diego Moustaki

on était tous confinés, en 2020, les magasins ont fermé mais le site a continué de fonctionner, et à très bien fonctionner. Dans toute la presse, pour parler des mouvements de grève, c'était un peu compliqué, mais dès que la Fnac a une déclaration à faire, c'est retranscrit partout ! Ils ont annoncé 8 milliards de chiffre d'affaires en 2020 au premier trimestre.

C'est le reflet de ces gros groupes qui s'enrichissent sur le dos des personnes qu'on exploite...

Et des dividendes reversés aux actionnaires.

Comment avez-vous tenu sur le plan financier ?

On a mis en place très rapidement une caisse de grève. Sur le piquet au rez-de-chaussée du magasin, on sollicitait les clients, on tractait, on discutait avec eux, c'était hyper intéressant. On faisait passer la caisse de grève et les gens étaient hyper généreux ! Je pense que la Fnac représente quelque chose pour les gens et il y en a qui nous ont donné un billet de 50 euros. C'était assez fou cette solidarité.

Et après évidemment il y a les militants. Les dons de la CGT ont été un vrai soutien, que ce soit de la confédération, ou des syndicats des autres Fnac, d'autres organisations syndicales et des collègues non-grévistes qui soutenaient pour nous remercier parce qu'ils savaient qu'on luttait aussi pour eux.

Un protocole a été signé avec des avancées, qui prouvent que par la lutte, les grèves, on arrive à faire changer les choses du coup. Quelle a été l'accord conclu avec la direction ?

On a eu quatre embauches, des intérimaires qui ont été CDisés. On est super contentE et eux aussi. Sur la fin, on a appris que le magasin d'Italie 2 fermait à cause d'un conflit avec le bailleur – il ne veut plus de la Fnac dans son centre commercial – et donc on a eu un engagement de reclassement des salariéEs dans les autres Fnac. On sait qu'on va avoir des collègues qui vont arriver. Donc ça n'avait plus de sens de continuer la grève.

Donc concrètement vous avez gagné des effectifs, et ça, à 15 grévistes.

On a fait des gros rassemblements où plus de monde est venu mais sur le noyau dur, sur les trois mois et demi de reconductible totale, on était une vingtaine. C'est aussi pour ça que ça a duré longtemps.

Les actions consistaient en quoi ?

On faisait des rassemblements devant la Fnac et puis on n'a plus eu le droit parce que la Fnac a appelé la Préfecture de police, qui nous a interdit le rassemblement. Ils nous ont mis dans une petite rue derrière, qui n'a rien à voir... On a fini par réussir à être en face mais on n'arrivait plus à être devant le magasin. Tenir ton piquet de grève aussi loin c'était compliqué mais il n'y a pas de surprise avec le préfet qu'on a en ce moment... Ce n'est pas une surprise

Élections des comités d'entreprise en Allemagne, un bouleversement

PAR GERHARD KLAS

Depuis le 1^{er} mars, des millions de travailleuses et travailleurs élisent leurs comités d'entreprise. Comme tous les quatre ans. Ils ont trois mois pour le faire. Mais dans de nombreuses entreprises, ces élections ne sont pas du tout souhaitées : les conseils d'administration, les directions et les cabinets d'avocats qu'ils mandatent mettent tout en œuvre pour empêcher une véritable représentation des intérêts par les comités, voire leur création même.

Ils sont la colonne vertébrale des syndicats dans l'entreprise. On trouve souvent des comités d'entreprise dans les entreprises traditionnelles des secteurs de la métallurgie, de la chimie et de l'énergie, mais la situation est déjà bien pire dans le secteur des services, et les start-up n'ont pratiquement aucune représentation des intérêts.

« Voter pour des comités d'entreprise forts - plus de démocratie dans l'entreprise ! », c'est sous ce slogan que les organisations sociales-démocrates appellent désormais à participer. En effet, selon l'institut WSI, proche des syndicats, seul un dixième des entreprises dispose d'un comité d'entreprise et, pour 28 000 entreprises, 180 000 mandats sont attribués. C'est à peu près le même nombre de mandats que dans la politique communale. Pourtant, les prochaines élections des comités d'entreprise ne jouent pratiquement aucun rôle dans les médias.

Les exceptions confirment la règle : en février, l'élection du comité d'entreprise de la filiale du groupe automobile américain Tesla dans le Brandebourg a fait la une des grands médias. Le propriétaire du groupe, Elon Musk, est tout de même connu pour être un adversaire des syndicats. C'est pourquoi

le syndicat IG Metall a lui aussi qualifié ce choix de « signe positif ». Mais des réserves ont également été formulées, car les élections ne se sont pas tenues pendant la période de rotation mais, de façon prématurée, le 28 février. Et cette date avancée a exclu du vote les travailleurs/ses de la production, dont beaucoup n'ont même pas été une seule fois embauchés.

SeulEs les employéEs de la direction qui travaillaient chez Tesla depuis au moins six mois ont pu déposer leur bulletin dans l'urne. Un jour plus tard, le 1^{er} mars, au moins quelques employéEs de la production auraient pu voter. Le syndicat IG Metall a néanmoins promis de soutenir pleinement le comité d'entreprise de la « direction ». On « *veillera toutefois attentivement* » à ce que le comité s'engage pour l'ensemble des 12 000 futurEs salariéEs.

BAIN DE SANG DEVANT LE REICHSTAG

La manifestation du 13 janvier 1920 devant le bâtiment du Reichstag à Berlin est entrée dans l'histoire sous le nom de « bain de sang devant le Reichstag ». Dès midi, les employés de la plupart des grandes entreprises berlinoises avaient cessé le travail, notamment chez AEG, Siemens et Daimler.

Plus de cent mille travailleurs/ses se

sont finalement rassemblés devant le Reichstag lors d'une séance de l'Assemblée nationale de Weimar sur la loi relative aux comités d'entreprise. Au lieu d'une simple participation, ils revendiquent le « *droit de contrôle total sur la gestion de l'entreprise* » par les ouvrierEs, les employéEs et les fonctionnaires dans toutes les entreprises privées et publiques. La manifestation fut réprimée à la mitrailleuse, faisant plusieurs dizaines de morts. Le lendemain, le président Friedrich Ebert (SPD) décrète l'état d'urgence, de nombreux membres des partis ouvriers USPD et KPD sont arrêtés, plus de quarante journaux sont interdits.

Aujourd'hui, un comité d'entreprise a son mot à dire en matière d'horaires de travail, d'embauche, de licenciement, de protection de la santé et de rémunération. L'importance d'un comité d'entreprise pour les travailleurs est donc indéniable. Mais pour de nombreux conseils d'administration et directions, cela va déjà trop loin. Dans les start-up, par exemple, où le patron et les employés se tutoient, le simple fait de lancer une élection au comité



d'entreprise est perçu comme un vote de défiance. Pourtant, la représentation des intérêts par un comité d'entreprise est un droit garanti aux salariés. Les méthodes de lutte contre les comités d'entreprise sont multiples : elles vont de l'empêchement complet des élections par l'intimidation et le licenciement de salariéEs engagéEs avant même qu'elles aient lieu, à la scission de comités existants et au harcèlement moral de comités d'entreprise actifs.

Depuis quelques années, des cabinets d'avocats se sont spécialisés dans le *Union Busting* (répression antisyndicale) ou *mobbing* (harcèlement) des comités d'entreprise. Par exemple, Schreiner & Partner est connu dans toute l'Allemagne pour conseiller les entrepreneurs qui considèrent les travailleurs/ses engagéEs et les comités d'entreprise comme un problème. Le cabinet d'avocats propose des séminaires intitulés : « à l'avenir sans comité d'entreprise : comment éviter, dissoudre et réélire le comité d'entreprise », « le licenciement de travailleurs "perturbateurs". Comment concevoir de manière créative des motifs de licenciement ».

D'autres directions engagent de nouveaux responsables en ressources humaines, souvent également juristes, afin de débarrasser l'entreprise des employéEs indésirables. Il ne s'agit pas seulement d'entreprises privées mais aussi d'entreprises publiques, qui financent de tels avocats avec l'argent des contribuables.

DES GIFLES POUR LES SALARIÉES

Il est fréquent que les avocats des employeurs déclenchent de véritables avalanches de procès contre les travailleurs/ses et le comité d'entreprise. Les plaintes n'ont presque jamais de chance d'aboutir, mais elles entraînent une charge et un stress pour les accuséEs, parfois même des maladies dépressives.

Dans le domaine des droits de l'environnement et des droits humains, ainsi que contre les journalistes critiques, ce type d'action a déjà son propre nom : SLAPP. Ce terme signifie en anglais « gifle » et signifie *Strategic Lawsuit Against Public Participation* (actions stratégiques contre la participation publique). Elles se répandent de plus en plus – comme par exemple lors de l'opposition à la construction du tunnel de Lobau à Vienne, avec l'intention d'étouffer dans l'œuf la participation politique de la société civile.

Plusieurs organisations se mobilisent pour une initiative législative européenne qui sanctionnerait cette pratique, comme il en existe déjà aux États-Unis. Au niveau de l'entreprise, ces SLAPP sont également pratiquées depuis des années mais les syndicats n'ont pas encore été associés à l'initiative législative lancée par la Commission européenne qui a mis en place un groupe d'experts début 2021.

Une chose est sûre : le patronat et l'*Union Busting* mettent en danger la santé individuelle, les droits humains et la démocratie. Il est important de dénoncer publiquement ces pratiques des directions d'entreprise.

Une petite victoire d'étape a pu être

obtenue grâce au travail d'information de ces dernières années. Selon l'article 119 de la loi sur l'organisation des entreprises, l'entrave à l'action des comités d'entreprise est jusqu'à présent un délit poursuivi sur plainte et passible d'emprisonnement – mais elle n'était poursuivie que si les comités d'entreprise ou les syndicats portaient plainte. Selon l'accord de coalition de l'Ampel, cela devrait changer : « *Nous considérons à l'avenir l'entrave à la cogestion démocratique comme un délit poursuivi d'office* », est-il écrit. Cela signifie que les parquets devront enquêter sur les employeurs dès qu'ils auront connaissance d'un cas d'empêchement ou de manipulation des élections du comité d'entreprise, d'entrave au travail des comités ou de traitement préférentiel ou défavorable de membres du comité d'entreprise en raison de leur fonction.

L'efficacité de ce projet de loi dépendra bien sûr fortement de la dotation en personnel et en moyens financiers des institutions chargées de recenser et de poursuivre ces délits poursuivis d'office.

Mais ce n'est pas le débat juridique qui est central, c'est la résistance au sein de l'entreprise. Et pas seulement dans le cadre du travail des comités d'entreprise. Il s'agit également d'impliquer et d'organiser le personnel au-delà du travail du comité d'entreprise, par exemple sous la forme de groupes d'entreprise et de comités syndicaux de représentantEs.

Des exemples récents montrent que l'organisation au sein de l'entreprise en vaut la peine : Wikus-GmbH, le plus grand producteur européen de scies à métaux pour les utilisateurs du secteur de l'acier, qui emploie plus de 500 personnes, a été sans comité d'entreprise et sans convention collective pendant soixante ans. Les directeurs avaient même engagé le tristement célèbre cabinet d'avocats Schreiner & Partner. Cela ne lui a servi à rien : après un licenciement collectif en 2020 et des mises au concours de postes dans la foulée, un comité syndical IG Metall de représentantEs s'est créé et, quelques mois plus tard, une élection extra-régulière du comité d'entreprise s'est tenue. □



© Frank Schwichtenberg / Wikimedia

Publié par Sozialistische Zeitung,
traduction Even Perchais-Lorfeuvre

Histoire du peuple corse : du sentiment d'appartenance à une communauté insulaire vers une prise de conscience nationale

PAR DESIDERIU RAMELET STUART*

Comprendre les représentations politiques et culturelles de ce peuple de Méditerranée nécessite une relecture des rapports de force internes et des influences impérialistes externes qui ont de tout temps façonné la mémoire collective et une organisation propre de cette communauté insulaire.

O bjet de toutes les convoitises depuis l'Antiquité pour sa situation stratégique au carrefour de routes commerciales maritimes, la Corse intègre très tôt les États de l'Église. Le Vatican va utiliser la Corse comme zone tampon entre quelques puissances dominantes en Méditerranée. Si le Vatican a d'abord octroyé dès 1077 la Corse à la riche cité marchande toscane de Pise, puis en 1217 une investiture partielle de l'île à la République de Gênes, le Pape Boniface VII donnera en 1297 le Royaume de Corse en fief perpétuel à la Couronne d'Aragon. Cette concurrence entre impérialismes pisan, génois et aragonais va exacerber les tensions et les guerres d'influences entre seigneuries féodales corses.

DE LA RÉVOLUTION ANTIFÉODALE DE 1359 AUX GUERRES DE LIBÉRATION NATIONALE DU XVIII^E SIÈCLE.

En 1359, las des guerres intestines et de l'exploitation féodale, notamment symbolisée par le poids de l'impôt, les communautés villageoises de l'intérieur de l'île vont se soulever d'abord contre les taxes et raser un grand nombre de petits châteaux seigneuriaux. Avec à leur tête Sambucucciu d'Alandu ils vont se rendre à Gênes où le Parti Populaire

venait de prendre le pouvoir, pour reprendre à leur compte un mode d'organisation politique communale « a Popolo e Comune ». 40 % de la superficie de l'île, dont les régions les plus peuplées, seront administrées sous ce régime de « Terra di u Cumunu » (Terre du Commun, c'est-à-dire partagées en commun). En opposition aux seigneuries féodales restantes, ces communautés mettront en place des assemblées prédémocratiques et une gestion collective des terres en commun. Le reliquat forestier de ces terres collectives corses ne sera reconnu sur le plan juridique par la France qu'en 1852 (Accords Blondel). La République de Gênes, à nouveau aux mains des banquiers et marchands ligures, bénéficie alors de son implantation en Corse pour asseoir progressivement sa domination de l'île en chassant les derniers alliés insulaires de la Couronne d'Aragon. Cette pacification est particulièrement meurtrière et s'oppose militairement aux intérêts liés de la Couronne de France et du Duché de Toscane sous l'ère des Médicis. Gênes entreprend ensuite au XVII^e siècle une réforme agraire en Corse qui augmente très fortement les types de production agricoles et les rendements de l'île (« la coltivazione »). Dans le même temps, les

élites corses sont représentées dans un conseil spécifique (Les Nobles douze) placé sous l'autorité d'un gouverneur génois. Une césure profonde s'installe entre les colons génois retranchés dans quelques citadelles littorales appelées présides et la population corse désignée sous le terme péjoratif de « Castagnari » (bouffeurs de châtaignes). En 1684, Louis XIV fait raser les trois quarts de la ville de Gênes par un intense bombardement naval, et l'année suivante, les représentants Génois seront publiquement humiliés à Versailles. Cette fragilisation de la République de Gênes sur la scène internationale réveille et conforte un sentiment anti-génois dans l'île. Il favorise l'élaboration d'une conscience de soi en tant que communauté insulaire devant agir au mieux au nom de ses propres intérêts.

En 1729, une trop forte pression fiscale exercée par Gênes contre les Corses et quelques incidents avec les collecteurs génois provoquent un soulèvement populaire, suivi d'une confrontation armée qui précipite la Corse dans un cycle révolutionnaire.



1729-1769 : DE LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE À L'ÉMERGENCE D'UNE RÉPUBLIQUE CORSE

D'abord réticents à l'idée d'affronter la République de Gênes, les notables corses n'ont d'autres choix que de rejoindre la révolte populaire. De fait, l'influence territoriale génoise en Corse se limite alors à ses quelques villes littorales fortifiées et quelques communautés pro-génoises. Le peuple corse durant un quart de siècle, va convoquer des « Cunsulte » (Assemblée Constituante permanente) et ses représentants oscillent entre une volonté d'émancipation nationale naissante, le souhait d'une autonomie renforcée au sein de la République de Gênes ou encore la mise sous la protection plus avantageuse d'une puissance étrangère. C'est durant ces « Cunsulte » que les travaux constitutionnels et la référence à un « peuple gouverné par lui-même » émergent. La France, sollicitée par Gênes, va alors opter pour la stratégie du Cardinal de Fleury élaborée en 1735 : « *Envoyons des troupes, moins pour secourir les Génois que pour peut-être tourner à notre profit la sédition et les malheurs de la Corse* ». Elle se matérialise par une première intervention militaire française en 1739.

En avril 1755, Pasquale Paoli, de retour d'Italie, assiste à l'écriture de la constitution républicaine du « Regno di Corsica » (en référence au statut juridique assigné par le Vatican).

Élu à la tête du pouvoir exécutif, il fera de la Nation corse un petit État Indépendant avec tous ses attributs régaliens : un gouvernement, une capitale, un parlement, une cour de justice, une armée régulière, une monnaie, une marine de guerre, une médecine, une université, etc... Il faut d'abord deux années de guerre civile pour vaincre le parti pro-génois insulaire. La France déploie alors à plusieurs reprises des troupes dans les citadelles génoises pour empêcher les Corses de s'en emparer.

Choiseul, Premier ministre de Louis XV, feint de négocier avec le gouvernement de la Corse la reconnaissance officielle du Royaume de Corse en échange de deux ports fortifiés en Corse. Puis il finit par exiger le Cap Corse entier dans le but de faire échouer ces négociations, qui ne sont qu'un leurre dans l'attente de la préparation de l'invasion militaire de l'île. Au mois de mai 1768, les Corses découvrent qu'ils ont fait l'objet d'un

marchandage ; par le Traité de Versailles liant la Cour de France à la République de Gênes, Gênes cède sa « souveraineté » théorique à la Cour de France en échange de la pacification de l'île, dont elle peut recouvrer la souveraineté en échange du paiement des coûts de l'intervention militaire. Bien évidemment, ce traité n'est pas encore aujourd'hui enregistré au Bureau des traités de l'ONU. On en comprend aisément la raison.

1768-1815 : GUERRE ET PACIFICATION COLONIALE

Le 22 mai 1768, l'ordre de mobilisation générale est déclaré en Corse et les premiers affrontements débutèrent au mois d'août. Le commandement français diffuse un message en italien et en français précisant que tout village corse qui résisterait serait brûlé et soumis au pillage. L'ordre est suivi à la lettre avec son cortège d'atrocités. La campagne de 1768 est défavorable aux troupes françaises pourtant supérieures en nombre, avec une terrible défaite française à Borgu. La seconde campagne de 1769 emploie des moyens militaires hors normes et écrase militairement la République corse en six semaines. Aucun traité de capitulation n'est signé par le gouvernement de la Corse qui s'exile aux deux tiers avec deux mille partisans en Toscane et en Piémont-Sardaigne. Les foyers de résistance armée corse perdurent jusqu'en 1783. Le Vatican propose à Choiseul de récupérer la Corse en échange du Comtat venaisien en France. La campagne de Corse ayant coûté plus de dix millions de livres, Choiseul estime que cet échange n'est pas intéressant et justifie le maintien sous contrôle français de la Corse par son intérêt stratégique pour le commerce vers le Levant.

La pacification militaire de la Corse s'est déroulée en plusieurs phases et des révoltes de grande ampleur ont été écrasées en 1774, 1798, 1800, 1808 et 1815. Ces opérations ont engendré plusieurs villages martyrs en Corse. Le 6 juin 1808, 167 corses de 16 à 76 ans, issus du même village (Isulacciu-di-Fiumorbu) sont déportés au bagne d'Embrun où 85 % périssent et sont jetés dans une fausse commune dans « le champ des Corses ». Le peuple corse a donc bien été intégré par le feu, le fer et le sang à l'espace français dans la plus pure tradition coloniale. Toute autre interprétation relève du révisionnisme. Ce qui diffère, par exemple, avec l'Algérie dans le processus de pacification

est la façon dont l'administration coloniale s'est comportée par rapport au peuple colonisé. Suivant le modèle des Anglais vis-à-vis des Écossais, elle a intégré les élites tout en détruisant les structures économiques et socioculturelles collectives de la paysannerie. Les terres en commun ont été incorporées dès l'annexion au domaine royal, faute de titres de propriété, réduisant des familles entières au plus grand dénuement. Les indigènes corses ont été employés par la suite très largement dans les autres colonies pour encadrer d'autres indigènes, Algérie comprise.

1789-1793 : LE RENDEZ-VOUS MANQUÉ DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Le 30 novembre 1789, l'Assemblée constituante française vote de façon unilatérale l'intégration de la Corse à l'Empire français, en violation des traités internationaux existants.

Adulé dans un premier temps par la Convention en héros de la Liberté, Pasquale Paoli est autorisé à retourner en Corse où il occupe les fonctions de Président du Directoire et Commandant en chef de la Garde nationale. Alors partisan des idées de la Révolution et favorable à une autonomie de la Corse dans ce cadre, il donne de nombreux gages de loyauté. En juin 1791, Paoli et 7 000 gardes nationaux répriment durement à Bastia un mouvement initié par « *les prêtres ignorants et fanatiques fauteurs de despotisme* ».

Demeure la question des Bien nationaux, c'est-à-dire des anciennes terres en commun captées par les colons et aristocrates français. La petite paysannerie paoliste espère une restitution pure et simple de son bien commun. Des notables ruraux arrivistes voient là l'occasion de rafler la mise sur de vastes étendues de terres agricoles dont ils se sont emparés lors des ventes aux enchères. Ces derniers montent ensuite une cabale politique (cf. l'expédition de Sardaigne) contre Paoli, ce dernier étant désigné comme un traître. Le 22 mai 1793, une Consulte de 1001 députés corses acte la rupture avec la Convention, avec le mot d'ordre « La Liberté ou la Mort ». La néo-bourgeoisie corse à l'origine de cette guerre civile, et ses clientèles, sont toujours restées par la suite très soudées au pouvoir parisien quels que soient les régimes. □

* *Desideriu Ramelet Stuart est membre de l'exécutif d'A Manca, universitaire et historien.*

Corse : statu quo colonial ou émancipation collective ?

PAR DESIDERIU RAMELET STUART

L'assassinat récent d'Yvan Colonna a cristallisé tout le sentiment de révolte du peuple corse et de sa jeunesse en particulier face au mépris d'État exacerbé sous l'ère Macron. Sur fond de réactivation de la lutte de masse, la question d'un règlement politique de la question corse est à nouveau à l'ordre du jour.

Cette évolution ne peut s'extraire d'une analyse froide de la situation actuelle que traverse la Corse, de ses contradictions internes et surtout du choix de projet de société qui accompagnerait toute évolution institutionnelle.

LA MISE SOUS TUTELLE ÉCONOMIQUE DU « PORTE-AVIONS » CORSE

Comment est-on passé d'une économie insulaire agro-pastorale autosuffisante, encore en capacité d'exporter ses excédents en 1911, à une île dépendante à 93 % des importations concernant la consommation de biens de première nécessité ?

Quels que furent ses régimes internes, il n'a jamais été dans l'intention de la France de tirer une plus-value économique de la Corse, mais de ne la considérer que du point de vue stratégique en Méditerranée. Alors que 270 000 hectares étaient encore exploités en culture intensive en 1850, les lois douanières – dites lois scélérates – ont désavantagé les productions locales au bénéfice des importations. Tout a été entrepris pour favoriser un exode rural massif des populations villageoises, substrat socioculturel de la société corse, vers les villes littorales, les colonies et la Métropole.

La saignée de la Première Guerre mondiale a achevé d'affaiblir les forces productives de la ruralité insulaire dans des proportions plus fortes qu'en France, du moins à l'échelle de la

population insulaire. Au début des années 60, La SOMIVAC (Société de mise en valeur agricole de la Corse) qui était censée répondre aux demandes de foncier des jeunes agriculteurs corses, a très largement octroyé des terres viabilisées aux rapatriés d'Algérie. Cette Injustice est une des causes centrales de la réactivation de la lutte contemporaine du peuple corse pour ses droits. C'est l'ensemble de ces facteurs qui explique qu'aujourd'hui les secteurs confondus de l'agriculture et de la pêche ne pèsent qu'à hauteur de 1,09 % dans le PIB de la Corse. C'est d'autant plus aberrant quand on sait que la Corse est un château d'eau en Méditerranée avec des terres à fort potentiel agricole, même dans le contexte du réchauffement climatique. Il s'agit donc délibérément d'une stratégie de destruction de l'économie vivrière multiséculaire de l'île dans un objectif d'assistanat forcé. Georges Clemenceau, quand l'empire colonial français était à son apogée, avait proposé de restituer la Corse à l'Italie « Pour un franc symbolique ». Mais la donne a changé depuis ; la base aérienne de Sulinzara est la quatrième base de projection de l'OTAN, elle permet à l'impérialisme français d'opérer sur tout le continent africain. Comme le rappelait le ministre Darmanin en Corse le 16 mars dernier « La Corse est notre porte-avions en Méditerranée ». La volonté de créer un lien de dépendance forcé à la Métropole est donc un objectif stratégique.

LA STRATÉGIE NÉOLIBÉRALE DU TOUT-TOURISME ET DE L'ÉCONOMIE RÉSIDENTIELLE

Adossée aux grands groupes capitalistes européens, la bourgeoisie corse a fait sienne la volonté de l'Europe libérale de faire de la Corse un bronze-cul où on peut spéculer librement. De fait, la part de l'activité du tourisme dans le PIB Corse est de 20,77 % d'après l'étude sérieuse la plus récente.

Cette activité (hors transport) aurait injecté 2 183 280 000 euros dans l'économie de la Corse en 2017, soit 6 463 euros par habitant, mais dans la réalité cette manne ne profite qu'à une minorité de la population locale et surtout à des intérêts extérieurs. Il y a eu depuis vingt ans une extraordinaire prolifération de résidences secondaires en Corse. Phénomène auquel il convient de rajouter la construction exponentielle d'immeubles intra-urbains dont la destination première est orientée vers la location saisonnière. Ces locations opérées par des particuliers sont souvent le fait de propriétaires français et européens ne résidant pas en Corse (à cet égard, un hébergement sur deux est retenu via des sites tels que Airbnb, Abrisel, Homelidays). Ces deux facteurs cumulés sont à l'origine d'une cherté des loyers qui pénalise directement les classes populaires, au sein desquelles



les femmes isolées et les jeunes sont les premières victimes de cette situation. L'immobilier pèse aujourd'hui 12,69 % dans le PIB de la Corse.

Ce « totalitourisme » devient une mono-activité économique qui détruit d'autres acteurs de l'économie (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs...) et n'attirent plus les compétences (fuite des jeunes diplômés). De nombreux commerces et services sont cependant orientés vers un unique but : faire croître toujours davantage les profits liés aux flux de marchandises et de touristes. Le projet de nouveau port de commerce à Bastia s'inscrit dans cette logique mortifère. Durant la saison estivale les infrastructures publiques sont saturées. Cette saturation des équipements touche aussi bien les transports, la santé que le nettoyage et le traitement des déchets ou encore l'entretien des espaces naturels collectifs. La présence des touristes entraîne ainsi des surcoûts de gestion et d'entretien pesant sur la population résidente à l'année.

Le modèle économique (Tourisme-BTP-Grande Distribution) que les capitalistes ont imposé à la Corse a généré un accroissement exceptionnel des inégalités. La Corse est la région la plus pauvre (hors DOM-TOM) avec 18,5 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Sans les fonctions publiques qui génèrent 30,1 % du PIB de l'île, la Corse s'enfoncerait dans une précarité de masse encore plus importante.

UN MOUVEMENT NATIONAL CORSE DIVISÉ SUR LA STRATÉGIE POLITIQUE ET LE PROJET DE SOCIÉTÉ

Il serait fastidieux de reprendre tout l'historique du mouvement national de ces 40 dernières années, mais il faut retenir le fait marquant de l'année 2014 durant laquelle la clandestinité a déposé les armes pour permettre l'amorce d'un processus de paix à l'Irlandaise.

À cette perspective, les gouvernements successifs de Hollande et de Macron n'ont répondu que par le mépris, opposant une fin de non-recevoir aux revendications démocratiques et culturelles. Pire, ils ont maintenu et parfois accentué la répression contre les prisonniers et recherchés politiques.

Dans cette recherche d'une solution politique pacifique et négociée se sont inscrites aussi bien les forces indépendantistes (Corsica Libera / Core in

Fronte) que les forces Autonomistes (Femu a Corsica / PNC) majoritaires.

Toujours reporté aux calendes grecques par la majeure partie des directions nationalistes, le débat sur le projet de société est tranché dans les faits. La question d'un changement de société en rupture avec le capitalisme n'est pas posée par Femu a Corsica, le PNC, Corsica Libera, pas plus d'ailleurs que par le mouvement Core in Fronte. Tout au plus, ces différentes tendances se sont accordées, à des niveaux variés, sur une vision régulatrice du système de l'économie de marché, allant du néolibéralisme à un versant social-démocrate pour Core in Fronte.

Sur différentes questions sociétales et points programmatiques le flou idéologique est encore plus important. En termes de contradictions, on peut trouver des nationalistes totalement investis dans la spéculation immobilière et d'autres qui y sont résolument opposés, y compris parfois au sein d'une même structure. On peut trouver des nationalistes disposés à accueillir les réfugiés en Corse d'où qu'ils viennent et d'autres plus perméables à une partie de leur base électorale acquise aux thèses des Le Pen et Zemmour. On peut aussi trouver des féministes au sein du mouvement national et dans le même temps des éléments droitiers aux visions traditionalistes et patriciales archaïques. Le débat sur toute évolution institutionnelle ne pourra se faire sans une clarification sur les choix sociaux, culturels et économiques. L'enjeu de l'heure est d'éviter que la bourgeoisie corse ne fasse un hold-up sur 40 années de lutte pour s'octroyer uniquement quelques avantages fiscaux sur le dos du monde du travail et de la jeunesse.

POUR A MANCA, LA LIBERTÉ N'EST PAS UN ENNEMI DE CLASSE

C'est au peuple corse en tant que communauté de destin d'exercer les choix dans tous les domaines qui participent de la préservation et de la promotion de ses intérêts fondamentaux. La relation historique entre le peuple corse et l'État français se caractérise par un rapport de dominés à dominant. La relation entre les classes populaires de Corse et les classes possédantes se caractérise toujours par un rapport de sujétion des premières aux secondes, et ce au détriment de leurs conditions de vie. Le néolibéralisme, par sa nature et son mode de développement et l'État français, par les politiques qu'il impose, constituent les facteurs fondamentaux d'une double domination coloniale et capitaliste attentatoire aux intérêts populaires.

Pour A Manca, le droit à l'autodétermination et l'autogestion fondent le socle de l'édification d'un cadre démocratique et ce, en opposition radicale avec l'État français et les classes dominantes de Corse. Le droit à l'autodétermination est un processus dynamique qui implique des niveaux de mobilisation qui prennent en compte les revendications immédiates dans la perspective d'un changement politique, pour une société débarrassée de toutes les formes de domination.

Dans le cadre des éventuelles négociations à venir, A Manca prendra toute sa place pour que le mouvement social s'empare de la question démocratique corse et pour que, si un projet d'Autonomie législative voit le jour, il soit le plus conforme possible aux intérêts populaires et vecteur d'émancipation individuelle et collective. □



Euskara : Manifestation en solidarité avec le prisonnier politique corse Yvan Colonna. © Mr. Kortabarría

Le grand coup de force : l'impérialisme et la guerre en Ukraine

PAR ALEX CALLINICOS

*La guerre en Ukraine est une bataille entre rivaux impérialistes, alimentées par la concurrence capitaliste.**

Dans sa représentation médiatique dominante, la guerre en Ukraine est une lutte entre la « démocratie », figurée par l'Ukraine et ses alliés occidentaux, et l'« autoritarisme » sous la forme du régime de Poutine en Russie. Tout ceci reste bien trop simple, cependant.

Par exemple, l'Ukraine trouve probablement son soutien le plus fervent dans le gouvernement d'extrême droite polonais, dont les tendances autoritaires sont visées par une enquête de l'UE. Poutine reçoit le soutien de l'Inde qui, en dépit de son gouvernement fasciste brutal, reste une démocratie basée sur le multipartisme.

Cette vision familière du conflit entend assimiler le bloc occidental des États capitalistes libéraux à la « communauté internationale ». Par là même, les rivaux de ce bloc, parce qu'« autoritaires », voient leurs intérêts privés de toute légitimité. Mais on finit par l'oublier quand il est question, par exemple, la sanglante autocratie saoudienne.

Existe-t-il de meilleurs cadres théoriques pour comprendre ce conflit ? Une source nous est fournie par l'idée d'impérialisme. Après tout, Poutine paraît déterminé à restaurer le vieil empire tsariste détruit par la révolution russe d'octobre 1917.

Mais il est important de préciser ce que l'on entend par impérialisme. Le terme peut être compris comme renvoyant à un phénomène traversant différentes époques historiques et au cours desquelles des États puissants dominant, conquièrent et exploitent des sociétés voisines.

Il s'agit d'une caractéristique des sociétés de classe depuis des milliers d'années, remontant aux temps lointains des empires perse, chinois et romain. La Russie se comporte maintenant comme une puissance impérialiste en ce sens, cherchant à se soumettre l'état ukrainien et à dépece

son territoire. Mais une telle description peut-elle suffire ?

C'est ce que pense le marxiste libanais Gilbert Achcar qui a défendu ce qu'il appelle une « position anti-impérialiste radicale » centrée exclusivement sur la lutte entre la Russie et l'Ukraine.

« Une prise de contrôle de l'Ukraine réussie par la Russie encouragerait les États-Unis à reprendre le chemin de la conquête du monde par la force dans un contexte d'exacerbation de la nouvelle partition coloniale du monde et d'aggravation des antagonismes globaux, tandis qu'un échec russe, en venant faire suite à ceux des États-Unis en Irak et en Afghanistan, renforcerait ce qu'à Washington on nomme « syndrome du Vietnam ».

En outre, il me paraît assez évident qu'une victoire russe renforcerait considérablement le bellicisme et l'élan en faveur de l'accroissement des dépenses militaires dans les pays de l'OTAN, qui ont déjà grimpé en flèche, alors qu'une défaite russe créerait des conditions beaucoup plus favorables pour notre combat pour un désarmement général et la dissolution de l'OTAN. »

Certes, les envahisseurs russes chassés par les Ukrainiens, ce serait une bonne chose. Il y a cependant un petit problème dans l'analyse d'Achcar selon laquelle les États-Unis et l'OTAN s'en trouveraient affaiblis ; l'un et l'autre soutiennent les Ukrainiens avec enthousiasme, les inondent d'armements et gonflent leur propre budget militaire.

Si, grâce à ces efforts et au courage des combattants ukrainiens, la Russie devait être battue, les États-Unis et leurs alliées réagiraient-ils en désarmant et en dissolvant l'OTAN ? Certainement pas, bien entendu. Ils fêteraient cette issue comme leur propre victoire et renforceraient l'OTAN. Les États-Unis s'en trouveraient revigorés dans leur

confrontation historico-mondiale avec le véritable défi à son hégémonie, à savoir celui qui lui adresse la Chine.

Il manque à l'approche d'Achcar, comme à d'autres à gauche (Paul Mason, par exemple) qui esquivent la question de l'OTAN, la compréhension historiquement plus précise de l'impérialisme qu'offre le marxisme. Cette théorie prend d'abord forme dans *Le Capital* dans les années 1860. Mais elle est plus systématiquement développée au début du 20^e siècle au moment de la première guerre mondiale.

Les marxistes faisaient face à une réalité similaire à la nôtre. Selon l'économiste libéral radical J.A. Hobson, « *La nouveauté du récent impérialisme [...] tient principalement dans son adoption par plusieurs nations. C'est cette concurrence entre divers empires qui est elle-même essentiellement moderne* ».

Cette concurrence géopolitique s'exprima dans des conflits territoriaux (ces colonies et semi-colonies que les plus grands États cherchaient à dominer) et dans une course à l'armement de plus en plus intense. La théorie marxiste de l'impérialisme fut élaborée en vue de rendre compte de ces rivalités qui précipitèrent les deux guerres mondiales de 1914-18 et 1939-45, noyant le monde dans le sang.

C'est là une théorie de l'impérialisme capitaliste. Pour le révolutionnaire russe Lénine, l'impérialisme était le stade suprême du capitalisme. Sa camarade germano-polonaise Rosa Luxemburg écrivit : « *L'essence de l'impérialisme tient précisément dans l'expansion du capital à partir des vieux pays capitalistes vers de nouvelles régions, et dans la lutte concurrentielle économique et politique entre ces*



nations pour ces nouvelles régions ».

En d'autres termes, l'impérialisme capitaliste représente l'intersection de la concurrence économique et géopolitique. La concurrence économique est la force motrice du capitalisme ; des entreprises rivales luttent entre elles, à coups d'investissements dans une production améliorée et élargie pour prendre le contrôle d'une part plus étendue du marché.

À la fin du 19^e siècle, la lutte géopolitique entre les États était intégrée à la logique d'accumulation concurrentielle.

Ceci était à l'image de changements tant du point de vue de la guerre que du capitalisme lui-même. La guerre s'industrialisa avec la dépendance croissante du pouvoir militaire à l'égard de la production de masse pour armer, entretenir et déplacer des armées gigantesques. Les États avaient dès lors besoin de promouvoir le capitalisme industriel.

Dans le même temps, les entreprises capitalistes gagnèrent en taille et commencèrent à agir à échelle globale. Elles dépendaient du soutien de l'État contre leurs rivales. Au cours de la dépression de la fin du 19^e siècle, les conquêtes coloniales étrangères vinrent compenser la rentabilité déclinante.

L'impérialisme capitaliste n'est donc pas qu'une affaire de grands États malmenant et s'emparant de voisins plus petits, même si les exemples de telles situations ne manquent pas. Il s'agit d'un système global de concurrence inter-capitaliste. Tout comme avant la Première Guerre mondiale, l'impérialisme d'aujourd'hui est affaire de concurrence géopolitique sur fond d'intégration économique globale.

Le pouvoir des forces antagoniques dépend de leur position dans l'économie capitaliste mondiale. Les États-Unis dominent la finance et le secteur des grandes entreprises du numérique, la Chine dispose d'un vaste complexe manufacturier, et la Russie s'appuie sur ses exportations d'énergie. De nos jours, il est possible d'identifier peut-être six puissances impérialistes principales, à savoir les États-Unis, la Chine, la Russie, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne. L'antagonisme le plus important se situe entre les États-Unis et la Chine dont les dirigeants entendent remettre en question l'hégémonie de Washington, dans la région « indopacifique » pour commencer. Mais l'impérialisme russe, manœuvrant

pour reconstruire sa puissance, crée un conflit à trois niveaux.

Les grandes puissances européennes se trouvent tiraillées dans plusieurs directions. Elles dépendent de l'énergie russe et sont attirées par l'immense marché chinois, mais, pour l'instant, s'alignent sur les États-Unis en dernière instance. Cette compréhension de l'impérialisme capitaliste en tant que système de rivalités interétatiques est complètement absente de l'analyse d'Achcar.

Il refuse l'idée selon laquelle la guerre en Ukraine s'inscrit dans un conflit entre puissances impérialistes :

« Si chacune des guerres dans lesquelles chaque côté est soutenu par un rival impérialiste devait être qualifiée de guerre inter-impérialiste, toutes les guerres de notre époque seraient alors des guerres inter-impérialistes, conformément à la règle selon laquelle il suffit que l'un des impérialismes rivaux soutiennent un côté pour que l'autre soutienne le côté opposé.

Une guerre inter-impérialiste, ça n'est pas ça. C'est une guerre directe, et non une guerre par procuration, entre deux puissances, chacune essayant d'envahir le domaine territorial et (néo-) colonial de l'autre. »

Cette vision des choses est bien trop restrictive. Les États-Unis ont mené une guerre par procuration contre l'Union soviétique après la tentative de celle-ci de s'emparer de l'Afghanistan à la fin de l'année 1979.

Aidés de leurs alliés britanniques, saoudiens et pakistanais, ils armèrent et entraînèrent les moudjahidines qui résistèrent à l'occupation soviétique. Le conflit contribua à épuiser les ressources comme le moral soviétiques dans la dernière décennie de la guerre froide. Bien entendu, les moudjahidines avaient leur propre projet politique. La chose apparut au grand jour après le retrait des forces russes en 1989, culminant avec le soutien des talibans à Al-Qaïda dans sa résistance à l'occupation US qui fit suite aux attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington.

Mais les États-Unis jouèrent un rôle clé dans un important épisode final de la guerre froide. Bien sûr, il y a de très grandes différences entre l'Ukraine aujourd'hui et l'Afghanistan dans les années 1980.

Mais il existe une similitude importante en ce que les puissances impérialistes occidentales instrumentalisent la lutte nationale ukrainienne contre l'impérialisme russe pour leurs propres intérêts.

Les luttes inter-impérialistes est les guerres

de défense nationale sont souvent imbriquées. La Première Guerre mondiale commença lorsque l'empire austro-hongrois attaqua la Serbie qu'elle accusait d'avoir fait assassiner l'archiduc François-Ferdinand. La Russie s'allia à la Serbie, entraînant un processus d'accélération des mobilisations militaires qui aboutirent à une guerre générale effroyable.

Le marxiste allemand Karl Kautsky jugeait que le rôle joué par la lutte serbe pour l'auto-détermination nationale signifiait que le conflit n'était pas seulement une guerre impérialiste. À cela Lénine répondit :

« Pour la Serbie, c'est-à-dire pour environ un centième des participants à la guerre actuelle, celle-ci est le "prolongement de la politique" du mouvement de libération bourgeois. Pour 99 pour cent, la guerre est le prolongement de la politique de la bourgeoisie impérialiste. »

Bien sûr, les choses s'équilibrent différemment dans le cas présent compte tenu de ce que l'affrontement direct n'implique que l'Ukraine et la Russie.

Néanmoins, les efforts des puissances de l'OTAN pour demeurer hors des combats, et surtout éviter la confrontation nucléaire avec la Russie, ne changent rien au fait qu'elles font tout ce qu'elles peuvent, par ailleurs, pour infliger une défaite à la Russie. Il y a là aussi « une continuation de la politique impérialiste ».

La théorie marxiste de l'impérialisme est politiquement importante. Sans elle, nous nous trouvons simplement face à une lutte entre deux États-nations rivaux. Mais une fois que l'on voit le rôle de l'impérialisme, il devient possible d'identifier l'influence de l'antagonisme de classe. On parvient à voir le fil conducteur des intérêts de classe qui relie non seulement les combattants russes qui meurent dans la guerre de Poutine et leurs familles, derrière eux, accablées sur le plan économique par l'effet des sanctions occidentales.

Ce fil relie aussi les travailleurs partout dans le monde, frappés, du fait de la guerre, par l'inflation des prix alimentaires et de l'énergie et menacés par la destruction nucléaire. Il les unit tous contre les classes dirigeantes concurrentes tout occupées qu'elles sont à alimenter cette guerre atroce. □

Traduction de Thierry Labica

*** L'article, et particulièrement le passage sur l'appréciation du point de vue de Gilbert Achcar, n'engage pas la rédaction.**

Communisme oui, Poutinisme non ! Bref commentaire sur la guerre en Ukraine

PAR MICHAEL LÖWY

L'OTAN est une organisation impérialiste, hégémonisée par les États-Unis, responsable d'innombrables guerres d'agression. La dissolution de ce monstre politico-militaire, engendré par la guerre froide, est une exigence démocratique élémentaire. Son affaiblissement ces dernières années a conduit Emmanuel Macron, le président néolibéral de la France, à déclarer en 2019 que l'Alliance était en « mort cérébrale ». Malheureusement, l'invasion criminelle de l'Ukraine par la Russie a redonné vie à l'OTAN ! Plusieurs pays neutres (Suède, Finlande, etc.) envisagent de rejoindre l'OTAN ; les troupes américaines sont stationnées en Europe en grand nombre ; l'Allemagne, qui refusait il y a deux ans d'augmenter son budget militaire malgré la pression brutale de Donald Trump, a décidé d'investir 100 milliards d'euros dans le réarmement. Et ainsi de suite. Vladimir Poutine a sauvé l'OTAN de son lent déclin, voire de sa disparition.

Pourquoi cette invasion de l'Ukraine ? Tant que Poutine voulait protéger les minorités russophones de la région du Donetski, il y avait une certaine rationalité dans sa politique. Il en va de même pour son opposition à l'expansion de l'OTAN en Europe de l'Est. Mais l'invasion brutale de l'Ukraine, avec son cortège de bombardements de villes, avec des milliers de victimes civiles, dont des personnes âgées, des femmes et des enfants, n'a aucune justification. Avec quels arguments Poutine essaie-t-il de légitimer cette guerre criminelle contre le peuple ukrainien ? L'argument de la « dénazification » de l'Ukraine n'a ni pied ni tête. Le peuple ukrainien a élu comme

président un juif, Zelenski, qui est fier de son grand-père qui a combattu dans les rangs de l'Armée rouge contre le nazisme. Bien sûr, il existe des partis et des groupes néonazis en Ukraine, mais lors des dernières élections, ils n'ont obtenu que 3 % des voix. Il existe des groupes similaires en Russie. Comment Poutine peut-il prétendre être antifasciste alors qu'il soutient politiquement et financièrement plusieurs partis néofascistes en Europe, comme le Front national de la famille Le Pen en France, ou la Lega de Matteo Salvini en Italie ? Le journal du Parti communiste français, *l'Humanité*, a publié un dossier sur ce sujet le 22 mars 2022 sous le titre « *L'extrême droite et Poutine* »...

L'autre « légitimation » de l'invasion se trouve dans le discours prononcé par Poutine le 22 février 2022. Selon le chef d'État russe, l'Ukraine « a été entièrement créée par la Russie bolchevique et communiste », car « *Lénine et ses camarades ont arraché l'Ukraine à la Russie* » ! L'Ukraine mérite d'être appelée « *l'Ukraine de Lénine* », car il était « *l'auteur et l'architecte* » de ce pays. C'est Lénine qui a inventé le désastreux « *droit des nations à l'autodétermination jusqu'à la sécession, qui est le fondement de l'État soviétique* », une concession absurde aux nationalistes des différentes républiques formées après la Révolution de 1917. Donner à ces républiques le droit de se séparer de l'État russe était, selon Poutine, « *une folie, quelque chose de totalement incompréhensible* », une véritable destruction de la « *Russie historique* » (c'est-à-dire tsariste). S'adressant aux dirigeants ukrainiens, Poutine affirme : vous parlez de « *décommuniser* »

l'Ukraine (c'est-à-dire de rompre avec son passé communiste), mais vous restez au milieu de la route. « Nous allons vous montrer la vraie décommunisation », conclut Poutine, faisant référence à son projet de réintégrer l'Ukraine, par la force bien sûr, dans l'État russe.

Telle est donc la « justification » poutiniste de l'invasion de l'Ukraine : des arguments anti-communistes, anti-léninistes, et l'ambition de restaurer la « Russie historique » d'avant le bolchevisme – c'est-à-dire la Russie tsariste – en annexant l'Ukraine. Ce n'est pas un hasard si la grande majorité des partis communistes du monde, y compris les plus nostalgiques du socialisme soviétique, comme le grec et le chilien, ont condamné l'invasion russe en Ukraine.

On peut formuler de nombreuses critiques à l'égard de l'Ukraine actuelle : manque de démocratie, oppression de la minorité russophone, « occidentalisme », etc. Mais on ne peut nier le droit du peuple ukrainien à se défendre contre l'invasion russe de son territoire, au mépris brutal et criminel du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Soit le communisme soit le poutinisme, soit Vladimir Ilitch soit Vladimir Poutine, soit le droit à l'autodétermination des nations soit le droit des empires d'envahir et de chercher à annexer d'autres pays : à chacun de choisir ce qu'il préfère, mais ce sont des options irréconciliables.

Espérons qu'un jour les peuples d'Europe et de Russie seront libérés de leurs oligarchies capitalistes parasites. Telle était la proposition des révolutionnaires d'octobre 1917. □

La guerre en Ukraine et les dilemmes de la gauche occidentale

PAR DARIA SABUROVA *

Cet article décrit précisément la guerre vue d'Ukraine et la façon dont une partie de la population ukrainienne rejoint la résistance, en particulier les unités territoriales de défense : une vaste mobilisation populaire. Dès lors, Daria Saburova – philosophe membre du comité de rédaction de Contretemps – adresse un certain nombre de questions à la gauche anti-impérialiste, en particulier sur l'aide militaire pour la résistance populaire. Faute de quoi, selon elle, le salut internationaliste et la solidarité témoignée au peuple ukrainien risquent de demeurer abstraits.

Je ne suis pas une spécialiste, au sens académique du terme, ni des relations russo-ukrainiennes, ni des questions géopolitiques. Je fais une thèse en philosophie. Mais je suis née à Kiev où j'ai vécu pendant 20 ans avant d'arriver en France. Ma famille est actuellement en Ukraine. Ma mère a quitté Kiev le 28 février, mais beaucoup d'amis et de parents d'amis restent toujours dans la capitale, soit parce qu'ils et elles ont la responsabilité de personnes âgées et malades, soit pour avoir fait le choix de défendre leur ville et d'aider celles et ceux qui y sont restés. D'autres amis ont déjà pris la fuite et s'apprêtent à déposer des demandes d'asile en Pologne, en Allemagne ou en France. Depuis le premier jour de l'invasion, j'ai surtout suivi les informations locales, via les médias ukrainiens et différentes chaînes Telegram, ou bien

directement via les témoignages de mes proches. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai décidé d'écrire ce texte, afin de parler de l'ampleur des destructions, des conditions de vie et de survie des personnes actuellement sur place, et des réseaux de solidarité et de résistance dans lesquels la population ukrainienne est massivement impliquée.

Après l'échec de la guerre-éclair, l'armée russe a intensifié les bombardements des centres urbains, notamment Kharkiv, Marioupol et Kiev, sans épargner les quartiers résidentiels et les infrastructures civiles telles que les écoles et les hôpitaux. Ce qui se passe ressemble de plus en plus à une guerre punitive. Les images des banlieues nord-ouest de Kiev peuvent en témoigner : Irpin, Borodyanka, Bucha, Gostomel, ainsi que plusieurs villages situés le long de la route

Kiev-Zhytomyr sont déjà à moitié détruites. Dans ces banlieues où les combats sont en cours, les populations sont privées d'électricité, de chauffage et de réseau depuis les premiers jours de la guerre. Ils doivent passer plusieurs journées d'affilée dans des caves froides et humides, inadaptées à la protection contre les missiles de type « Grad » ou « Iskander » employées par l'armée russe. La situation est absolument dramatique. Même la Croix Rouge ne s'aventure pas dans les territoires où stationnent et circulent les équipements russes. La semaine dernière, un premier accord concernant les « couloirs humanitaires » a été conclu entre les deux parties. Mais le cessez-le-feu est à peine respecté par l'armée russe. Les militaires tirent régulièrement sur les voitures des civils qui essaient de fuir individuellement

ces zones de combat. Le 6 mars, une famille se dirigeant à pied vers un des bus d'évacuation a été abattue à Irpin. Le moyen le plus sûr de quitter la capitale reste pour l'instant le train partant de la gare centrale. Or, cette dernière a également déjà été endommagée par une explosion qui s'est produite en face de la gare le mercredi 2 mars. Prendre la route en voiture devient de plus en plus dangereux, et l'essence se fait rare : les soldats russes ont déjà détruit plusieurs dépôts de pétrole, notamment dans la région de Kiev, et la priorité est désormais donnée aux besoins de l'armée. Pour le moment, les trains d'évacuation circulent régulièrement, mais ils sont bondés et les personnes s'entassent à 4 sur les banquettes individuelles, voire sont obligées de voyager debout ou assises par terre pendant plus de 10 heures. À la gare de Lviv, où les réfugiés attendent les trains en direction de la Pologne, la situation devient de plus en plus tendue. Venant par la route, il faut attendre jusqu'à 24 heures pour franchir la frontière polonaise.

Mais c'est dans la ville assiégée de Marioupol — une ville russophone située dans le sud de la région administrative de Donetsk — que l'hypocrisie de « l'opération spéciale » visant à libérer ces territoires du joug des « nazis de Kiev » se révèle dans toute sa brutalité extrême. Cette ville qui compte actuellement 360 000 habitants subit des bombardements massifs qui ont déjà fait au moins 1 500 victimes parmi les civils, qui commencent à être enterrés dans une fosse commune. Les habitants de la ville sont complètement coupés de tous les moyens de communication, de l'eau, de l'électricité et du chauffage. L'aide humanitaire ne peut y accéder et les couloirs humanitaires restent incertains. Une chaîne Telegram a commencé à recenser les personnes vivantes, pour que les familles et les amis puissent avoir des renseignements sur leurs proches qu'ils ne peuvent plus joindre depuis neuf jours.

Mais si Kiev, Kharkiv, Marioupol et d'autres villes résistent à l'armée russe bien qu'elle possède un très net avantage militaire, c'est que, face à cette invasion, s'est dressée

une vaste mobilisation populaire qui déborde largement les appareils de l'État, même dans les villes russophones qui devraient, selon la logique qui est à la fois celle de Poutine et d'une certaine gauche occidentale, accueillir à bras ouverts l'armée de libération. Cette mobilisation prend des formes multiples : à Enerгодар et dans d'autres villes, des gens désarmés sortent former des chaînes humaines pour empêcher l'avancement des chars russes ; dans les villes déjà occupées, à Kherson et à Melitopol, de grandes manifestations ont lieu pour protester contre l'envahisseur. Dans d'autres villes, les groupes de défense territoriale et les groupes de solidarité autoorganisés assurent la sécurité et l'approvisionnement des populations. Selon les paroles d'une amie restée à Kiev, tout le monde est d'une manière ou d'une autre impliqué dans les groupes de solidarité via des milliers de chaînes Telegram spécialisées : il s'agit d'organiser des points de distribution et la livraison de la nourriture, des médicaments ou autres produits de première nécessité, notamment aux personnes isolées et les plus fragiles ; trouver ou proposer un logement ; demander ou indiquer la disponibilité des places dans les voitures pour évacuer les personnes vers l'Ukraine de l'Ouest. Chaque ville propose une liste de lieux (églises, gymnases, restaurants) qui peuvent accueillir gratuitement les réfugiés et les personnes en transit. La chaîne Telegram « Aide pour partir » compte désormais 94 000 membres, conducteurs et passagers confondus. Toutes ces initiatives sont horizontales et ne dépendent pas de l'État : symptôme à la fois de la faillite de l'État ukrainien, pris de court par une guerre d'une telle ampleur, mais aussi de l'élan de solidarité et de résistance du peuple ukrainien face à l'envahisseur.

Dans cette situation, j'ai été véritablement frappée par l'incapacité persistante d'une bonne partie de nos camarades en France et ailleurs à dépasser une vision du monde où le pouvoir responsable, *en dernière instance*, de toutes les guerres, ce sont les États-Unis et l'OTAN. C'est la raison pour laquelle beaucoup

d'analyses sur la situation en Ukraine portent, de manière étonnante, sur autre chose : il s'agit de remonter aux « causes profondes » assez lointaines, historiquement et géographiquement. Une telle approche géopolitique masque en partie la méconnaissance des processus politiques et sociaux de l'espace post-soviétique, alimentant notamment l'idée selon laquelle, au fond, tous les gouvernements oligarchiques de cette partie du monde se valent, quel que soit le degré de répression que ceux-ci abattent sur leur propre population et les populations d'États voisins. C'est au nom de cette vision réductrice des réalités complexes que les Ukrainiens sont pratiquement invités à capituler, soit directement, soit — de manière plus indirecte et sous couvert d'un antimilitarisme révolutionnaire — en s'opposant à toute aide militaire à l'Ukraine fournie par des pays membres de l'OTAN. Tout en adressant aux Ukrainiens un salut internationaliste, on suggère ainsi qu'ils devraient accepter l'occupation militaire et un gouvernement imposé par Poutine.

Certes, depuis l'invasion, peu de camarades se permettent de nier qu'on ait affaire à une agression militaire nourrie par les prétentions impérialistes de la Russie. Mais les positions campistes restent néanmoins lisibles dans différentes prises de position à travers l'ordre dans lequel les arguments sont présentés (*oui* l'agression inacceptable de l'Ukraine par la Russie, *mais quand même* l'encerclement de la Russie par l'OTAN), et qui continuent à soutenir l'image de la Russie comme une puissance impérialiste subalterne et essentiellement réactive. Samedi dernier, dans l'annonce Facebook de la manifestation « pour la paix » organisée par les jeunes du NPA à l'écart de la grande manifestation de soutien au peuple ukrainien qui se déroulait place de la République, on pouvait lire que l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie était une réaction de la Russie à la politique agressive de l'OTAN. On pouvait lire que les



organisateurs soutiennent celles et ceux qui « en Ukraine comme en Russie », « se battent contre la guerre ». Or, les Ukrainiens ne se battent pas contre la guerre : ils sont, malgré eux, en guerre contre la Russie. Est-ce donc autre chose qu'une invitation à la capitulation ? Quand la guerre a éclaté, compte tenu de la prééminence écrasante des forces russes, j'espérais moi-même que Kiev serait occupée dans les 48 heures, pour qu'au moins le prix à payer pour une défaite certaine soit le moins élevé possible. Mais j'ai été, et nous avons tous été, je pense, stupéfaits par la résistance de l'armée et de la population ukrainienne. Il est important de faire comprendre aux camarades que celle-ci n'est pas actuellement l'affaire des seuls néonazis, ni même de l'État capitaliste ukrainien, ni des États impérialistes occidentaux. Mes amiEs anarchistes, socialistes, féministes s'inscrivent dans des groupes de solidarité, organisent des collectes pour l'armée ukrainienne, se mobilisent dans des groupes de défense territoriale. La population dans son ensemble semble très déterminée à défendre le simple droit de vivre en paix dans son pays, pays où manifester

et exprimer publiquement des positions divergentes est devenu peut-être plus compliqué ces dernières années, mais non pas impossible, comme c'est le cas en Russie.

On ne doit certainement pas fermer les yeux sur les perspectives sombres de toutes les issues possibles de cette guerre. En tant qu'Ukrainienne russophone et marxiste, j'observais avec inquiétude les évolutions politiques de mon pays depuis 2014, depuis le déboulonnage des statues de Lénine et les lois de décommunisation jusqu'à la prolifération des groupes paramilitaires d'extrême droite et la guerre dans le Donbass. La guerre de Poutine en Ukraine risque d'accentuer fortement ces tendances et des sentiments antirusse dans toutes les sphères de la vie. Toutes les guerres, tous les mouvements de ladite « libération nationale » comportent de tels dangers. Prévenir l'avancée d'un nationalisme imbécile qui cherche à effacer le multilinguisme et l'héritage soviétique en Ukraine, rendant compliqué le développement dans ce pays des mouvements anticapitaliste, féministe et écologiste, sera la tâche à venir de la gauche ukrainienne et internationale. Mais en ce moment, nous avons à manifester une solidarité totale avec la résistance

ukrainienne contre l'envahisseur. La solidarité avec l'Ukraine est en même temps une solidarité avec les voix qui, en Russie, s'élèvent de plus en plus fort contre la guerre et contre le gouvernement. En même temps que la répression, vont s'intensifier les fractures politiques et sociales en Russie. Le pouvoir veut dissimuler à sa population les images des bombardements des quartiers civils de Kiev, de Kharkiv et de Marioupol, mais combien de temps pourra-t-il le faire ? Quelle que soit l'issue de cette guerre, je suis de plus en plus convaincue que l'Ukraine sera la fin de Poutine.

Certes, la gauche occidentale se trouve confrontée avec cette invasion à de sérieux dilemmes. Je n'aborderai ici que deux d'entre eux : comment soutenir la résistance ukrainienne – et cela implique, à mon sens de manière inévitable, le soutien à la livraison d'armes et d'autres équipements à l'armée ukrainienne, étant donné la supériorité incomparable de l'armée russe – tout en dénonçant de manière générale l'industrie des armes, la hausse annoncée des budgets militaires etc. ? Comment soutenir les réfugiéEs ukrainienNEs et se réjouir de l'élan de la société civile à leur égard, tout en rappelant le traitement infligé depuis des



2 mars 2022, photo AFP / Wikicommons.

décennies aux réfugiés non-blancs fuyant les conflits qui ne frappent pas directement le continent européen, sans sombrer dans une posture qui consiste, depuis la position d'un militant occidental, à pointer du doigt le « réfugié privilégié » ?

Parmi les arguments évoqués à gauche pour s'opposer à la livraison d'armes on retrouve trois grandes catégories. La première relève, semble-t-il, du souci de limiter le conflit à l'Ukraine. La gauche, comme la droite, a peur de provoquer la Russie à l'extension du conflit, admettant à demi-mot que l'Occident pourrait légitimement sacrifier l'Ukraine pour préserver la paix dans le « monde civilisé ». Malgré les grandes déclarations de soutien, les États-Unis restent eux-mêmes très prudents sur cette question, refusant non seulement l'octroi de la *No fly zone*, qui supposerait que les avions de la coalition occidentale abattent les avions russes, mais également la livraison d'avions de chasse demandés par le gouvernement ukrainien. Il semble en effet plus que prudent de faire une distinction nette entre l'implication directe des pays de l'OTAN dans la guerre contre la Russie et la livraison d'armes défensives à l'armée ukrainienne. Du côté de l'envahisseur, le Bélarus participe déjà explicitement à la guerre en Ukraine, sans que cela ne provoque l'Occident à franchir la ligne rouge. Mais il faut également tenir compte du fait que toute intervention de l'Occident, y compris sous forme de sanctions économiques, déjà qualifiées par Poutine de « déclaration de guerre », pourrait servir de prétexte à un élargissement du conflit, si telle était son intention.

Le deuxième argument consiste à opposer la solution diplomatique à la solution militaire, un discours pour la paix opposé au discours belliciste. On semble alors oublier que le processus des négociations avec les forces d'occupation dépend actuellement, dans une très large mesure, des rapports de force sur le terrain militaire. Par ailleurs, la méconnaissance des enjeux autour de la Crimée et du Donbass, et des circonstances historiques réelles dans lesquelles les populations locales ont eu à exprimer leur droit à

l'autodétermination — impliquant une ingérence active de la Russie à travers l'occupation en Crimée ou la campagne de désinformation concernant les prétendues intentions du « gouvernement nazi » de Kiev d'exterminer les populations russophones dans le Donbass, sans parler du caractère non transparent des référendums — rend acceptables aux yeux de certains camarades les conditions sous lesquelles la Russie se dit prête à se mettre sérieusement à la table des négociations. Tant que cette dernière refuse de retirer ses troupes, la protection des populations civiles dépend aussi, avant tout, des capacités défensives de l'armée ukrainienne.

Enfin, une crainte s'exprime quant aux destinataires de l'aide militaire occidentale, compte tenu de l'existence d'une brigade d'extrême droite « Azov » au sein de l'armée ukrainienne. Leur armement éveille à juste titre de sérieuses inquiétudes. Mais c'est encore réduire la résistance de tout un peuple à sa frange très minoritaire, comptant quelques milliers de combattants, et refuser de voir que la société ukrainienne est une société tout aussi complexe que n'importe quelle autre, tissée d'identités sociales, culturelles et politiques hétérogènes. Quand on parle de l'armement de la résistance ukrainienne, on doit penser avant tout aux besoins des groupes de défense territoriale issus de la mobilisation générale, ainsi qu'au besoin de protection des populations civiles par les armes permettant d'abattre les roquettes et les raids aériens qui les visent. En bref, une position antimilitariste abstraite doit faire place à un mouvement concret pour la paix en Ukraine, qui prend en compte les besoins aussi bien militaires que non militaires de la résistance ukrainienne. Plus elle dure, et plus elle se renforce, plus le mouvement pour la paix en Russie comme à l'étranger a des chances de réussir. Sur la question des réfugiés, les camarades pointent à juste titre l'hypocrisie et les doubles standards racistes de l'Europe, dont la frontière polonaise, où des milliers de personnes ont subi des traitements inhumains il y a seulement quelques mois, devient aujourd'hui un des

symboles flagrants. Contrairement à nos adversaires qui cherchent à discriminer entre les bons et les mauvais réfugiés, il s'agit pour nous de réaffirmer notre soutien à toutes les résistances et toutes les victimes des puissances impérialistes, en s'appuyant sur le précédent ukrainien pour exiger que l'ouverture des frontières et la « protection temporaire » devienne la norme pour toutes les personnes cherchant l'asile dans les pays européens, quelles que soient leur nationalité, leur couleur de peau ou la proximité du conflit par rapport aux frontières européennes. Et on aura encore à veiller à ce que, vis-à-vis des Ukrainiens eux-mêmes, les grandes déclarations ne deviennent pas, au bout de quelques semaines, de simples formules creuses, et que les aides promises permettent des installations durables dans des conditions dignes. □

*** Ce texte, publié par Contre-temps.eu, a été rédigé à partir de l'intervention à la discussion *Guerre en Ukraine: quels enjeux, quel internationalisme ?*, le 6 mars 2022.**

Algérie : les libertés sont un enjeu de classe pour les travailleurs

ENTRETIEN AVEC KAMEL AÏSSAT

À l'occasion du 60^e anniversaire des accords d'Évian nous avons proposé à Kamel Aïssat, membre de la direction du Parti socialiste des travailleurs, de répondre à nos questions.

L'Anticapitaliste : En mars 1962, les accords d'Évian mettaient fin à la guerre d'Algérie et ouvraient la voie à l'indépendance du pays. Comment cette date est-elle vécue aujourd'hui en Algérie et quel sens lui est donné alors qu'en France se tient un discours décomplexé de la part de la droite et de l'extrême droite sur la colonisation et le racisme ?

Kamel Aïssat : Paradoxalement, en Algérie, le 19 mars n'a jamais été fêté parce qu'à l'origine ceux qui avaient pris le pouvoir à partir de 1965 avaient attaqué le gouvernement provisoire pendant la guerre pour la prise du pouvoir en 1962. Ils ont donc dénoncé les accords d'Évian, disant que c'étaient des accords néocoloniaux. C'était une manière de diminuer la légitimité du gouvernement provisoire issu du FLN. Donc cela ne fait que dix ans qu'on commence à fêter le 19 mars. En Algérie, c'est beaucoup plus le 5 juillet qui reste le symbole important de l'indépendance. Cette nouvelle journée symbolique n'est reconnue officiellement que depuis une dizaine d'années, parce qu'elle a été un outil dans la bagarre pour la légitimité historique à partir des années 60-70.

Actuellement, le 19 mars consacre avant tout le cessez-le-feu, avec une direction du FLN qui était affaiblie

militairement et qui a conduit à la signature de ce que nous considérons comme des accords néocoloniaux, dans la mesure où les accords d'Évian en eux-mêmes ont consacré la garantie de la continuité des intérêts de la bourgeoisie coloniale en Algérie.

Donc ce n'est que par le soulèvement spontané des masses populaires en général (en particulier dans le secteur agricole et en partie dans le secteur ouvrier), et par le fait que beaucoup de paysans sont venus vers les villes, que les accords d'Évian se sont vus automatiquement remis en cause, par l'occupation des lieux, par ce qu'on a appelé le processus autogestionnaire qui a commencé dès juillet 62.

Est-ce que l'Algérie actuelle s'est totalement libérée de l'héritage de la colonisation ou est-ce qu'elle en subit encore les effets ?

Je profite de votre question pour dire que la même a été posée à notre camarade Alain Krivine par le journal *El Watan* quand il est venu en Algérie en 2007. Il avait répondu : « *Oui la France est partie, mais ses intérêts sont toujours là* ». C'était sa réponse en novembre 2007, à l'occasion d'un déplacement pour le congrès du PST.

Quinze ans plus tard, c'est encore plus profond. Il faut qu'on prenne

conscience que dans les institutions internationales, Bretton Woods, le FMI ou la Banque mondiale, dans la répartition de la domination du monde c'est un représentant de l'impérialisme français qui décide pour l'Algérie. Ce ne sont pas des Américains ou des Anglais ; il y a une reproduction des colonies dans ces institutions et c'est souvent l'impérialisme français qui s'occupe de sa chasse gardée qu'on appelle Algérie. Y compris et particulièrement dans les réformes qu'on a vécues dans les années 90. Il n'y a plus de colonisation de peuplement mais les intérêts, la forme de domination sont toujours là ; ils continuent d'une manière ou d'une autre avec des évolutions évidemment.

Est-ce que cela explique, à propos de cet anniversaire, qu'on a le sentiment d'un exercice d'équilibriste aussi bien du côté de Macron que du côté de Tebboune ? Qu'est-ce que ça t'amène comme réflexion sur les rapports toujours ambigus entre la France et l'Algérie ?

Les rapports entre la France et l'Algérie ont eu plusieurs phases depuis 1962. Il faut comprendre que c'est une des rares colonisations de peuplement et elle est très importante. C'est la seule colonie où il n'y a pas eu une bourgeoisie autochtone. La bourgeoisie est venue

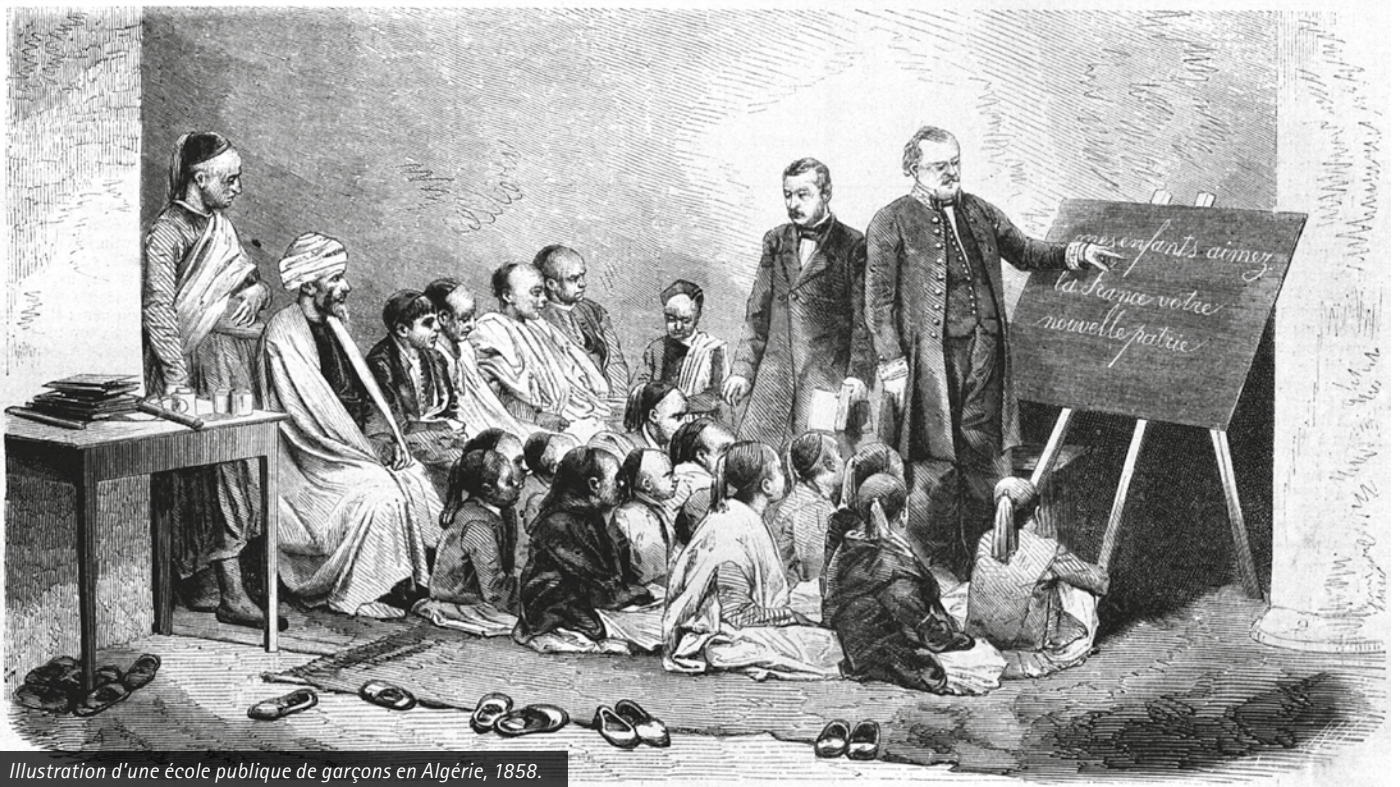


Illustration d'une école publique de garçons en Algérie, 1858.

de la métropole pour s'installer. La colonisation ne s'est pas appuyée sur une bourgeoisie locale, elle s'est appuyée sur la bourgeoisie de peuplement.

C'est totalement différent des exemples marocain, tunisien ou égyptien où le colonialisme s'est appuyé sur des bourgeoisies indigènes, locales. Et la guerre de libération, dans sa radicalité, dans sa dignité, exprimait fondamentalement la volonté du peuple algérien de sortir de ces rapports. La colonisation de peuplement est vraiment une forme d'esclavagisme, parce que la colonisation a commencé par une expropriation et quelquefois par une extermination de populations locales pour accaparer des meilleures terres. La résistance a duré plus de 50 ans et ce n'est qu'à partir des années 20 que la résistance a repris dans le mouvement ouvrier, particulièrement dans les milieux de l'immigration. Mais depuis 1870-1880, avec la défaite de la résistance de l'émir Abd el-Kader ou d'autres résistants, la colonisation de peuplement s'est installée. La grande violence et les grands crimes du colonialisme ont eu lieu particulièrement durant cette période.

On a tendance à réduire la guerre d'Algérie à 54-62 mais c'est plus profond que ça. Depuis 62, on a

l'impression qu'il y a une pièce de théâtre qui se joue entre l'impérialisme français et ses gouvernants, et le régime algérien qui, pour nous, est inféodé à l'impérialisme. C'est-à-dire que le pouvoir local surfe sur le sentiment nationaliste à l'aide de « mini-crisis » qui se résorbent assez rapidement. Le dernier exemple en date est ce qu'on a vécu à partir de 2013, le fait que l'Algérie ait permis à la puissance coloniale d'utiliser son espace aérien pour bombarder au Mali – alors que l'Algérie, dans sa « philosophie anti-impérialiste » a toujours résisté aux pressions visant aux ingérences étrangères dans les pays voisins ou ailleurs. Mais en 2013, l'autorisation a été faite, que Tebboune a suspendue pour quelques mois, et là apparemment ça reprend. Parce que, pour bien comprendre les rapports entre l'impérialisme français et les bourgeoisies arriérées comme la nôtre – les pouvoirs locaux –, l'impérialisme a intérêt à avoir un régime en Algérie (et dans d'autres pays) qui tient bien les rênes de sa population, car sinon il y aurait un risque d'explosion.

Ils ont donc intérêt à soutenir un régime fort – que ce soit ici ou ailleurs (par exemple Mohammed VI au Maroc). Cette relation permet la continuité de la domination impérialiste

sur les richesses au sud.

Donc, maintenant, le rapport entre l'Algérie et la France est encore plus compliqué. Car le mouvement national est né dans le mouvement ouvrier en France, précisément au sein de la CGT de Renault dans les années 20. L'idée première de l'indépendance vient de l'Étoile nord-africaine – née avec le Parti Communiste vietnamien d'Hô Chi Minh. Ils se sont mis ensemble grâce à la III^e Internationale, dont l'une des conditions d'adhésion était d'exiger des socialistes et des communistes de soutenir la libération des peuples. Le mouvement national est né en France ; ce qu'on appelle l'immigration a joué un rôle central.

Aujourd'hui on a plus de 3 millions d'Algériens qui vivent en France. C'est une immigration qui a débuté dans les années 20, mise en place pour travailler dans la métallurgie et les mines. On en est à la 4^e ou à la 5^e génération, et les liens sont forts. Il y a des bagarres car ces liens sont devenus un enjeu du chantage de l'impérialisme et du gouvernement algérien, des histoires de visa par exemple, de libre circulation...



parce que c'est inacceptable que des parents n'aillent pas voir leurs enfants, ou l'inverse, ou qu'on impose des conditions pour qu'ils puissent se déplacer à des gens qui ont un lien avec le territoire depuis des générations.

Si on continue sur l'histoire, il y a des noms d'organisations antagonistes qui resurgissent : le FLN, l'OAS, qui sont souvent mis à dos à dos dans les discours tenus par la droite et l'extrême droite. Quelle est ton analyse sur ce sujet ?

En fait, je pense que ça a toujours été comme ça. Les nostalgiques du colonialisme ou – pour le dire clairement – la bourgeoisie coloniale, qui a perdu ses intérêts et sa base matérielle en Algérie, nourrit ce discours et en profite. Mais on ne peut pas comparer l'OAS au FLN, qui a été l'outil qui a permis à l'Algérie d'arracher une victoire démocratique élémentaire, à savoir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est ça, le FLN à l'origine. Alors, nous aurions aimé que ce soit l'Étoile nord-africaine ou une organisation du type Parti communiste indochinois par exemple ou quelque chose de ce genre qui nous mène à une révolution socialiste.

Mais ce qui s'est passé, c'est que le FLN, constitué de la petite-bourgeoisie algérienne, a profité de l'échec et de la trahison du mouvement ouvrier incarné par le stalinisme ou la social-démocratie (Léon Blum disait que l'Algérie était « *une nation en formation* » et qu'il fallait attendre pour réclamer l'indépendance) et a pu peser lourdement sur l'absence de courant progressiste dans le déclenchement de la guerre de libération.

De son côté, l'OAS est une organisation qui est bien sûr criminelle. J'ai dit que la colonisation est un crime contre l'humanité, et Macron l'a dit aussi en 2017, mais il n'a pas dit plus que cela. La mémoire dira le degré d'atrocité de ces crimes. L'OAS n'a fait qu'assassiner. Ils ont refusé des accords, que nous considérons comme néocoloniaux, parce que l'OAS incarnait le bras armé de la bourgeoisie locale. Elle est armée évidemment ; les militaires ont joué un grand rôle en Algérie. Ce sont eux le bras armé de la bourgeoisie « féodale », les grands propriétaires des terres en Algérie en particulier et d'une partie de l'industrie.

Aujourd'hui, l'extrême droite ne fait que reprendre un discours, qui a été développé y compris par une partie de la gauche, sur les bienfaits du colonialisme. Il faudrait qu'ils nous

expliquent quels sont les « bienfaits du colonialisme », à part avoir construit des routes et des maisons qu'eux habitaient. Parce que ce n'était pas le peuple algérien qui les habitait, les autochtones, les indigènes n'avaient droit à rien. Pendant la guerre il y a eu beaucoup de sévices et de massacres.

Il y a un côté qui a défendu les droits de son peuple, son émancipation démocratique et sociale, et en face le pouvoir dominateur. Est-ce qu'on peut mettre sur un pied d'égalité la violence révolutionnaire et la violence réactionnaire ? C'est toute la question. Ce sont les nostalgiques de cette période, qui maintenant profitent de l'échec des solutions rationnelles au niveau mondial, d'un manque de perspectives d'espoir au niveau de l'humanité, pour revenir à des discours moyenâgeux très dangereux voire « inhumains », fascisants.

Il y a un autre point, délicat, douloureux qui demeure, c'est la question des harkis. Comment celle-ci est-elle traitée en Algérie et que penses-tu des demandes faites par les harkis de reconnaissance, de rétablissement de leur honneur auprès du gouvernement français ?

Durant la guerre, les harkis ont



Alger, avril 2019. © NPA / AL

choisi leur camp, celui du colonisateur, et sont donc partis aux côtés de l'État colonial. Donc, de ce point de vue, c'est une question franco-française et qui ne concerne pas l'Algérie. Maintenant, beaucoup de choses ont été dites et exagérées entre les harkis. Comme dans toutes les guerres, y compris en France en 45, il y a bien sûr eu beaucoup de règlements de comptes et la mémoire collective a enregistré ces choses, y compris les lynchages. Ce phénomène n'est pas propre à l'Algérie et à sa guerre de libération.

Les harkis ont pris les armes avec l'armée française contre les Algériens ; mais il y a aussi beaucoup de Français qui ont pris les armes du côté algérien. Il y a un courant de la IV^e Internationale qui a soutenu complètement la lutte : le premier congrès auquel le FLN a assisté est celui de la IV^e Internationale en 1957. Ils ont construit une usine d'armes en Algérie.

Aujourd'hui il y a beaucoup de villages avec des harkis, ceux qui n'ont pas fait la guerre, ceux qui n'ont pas choisi leur camp. Donc, même s'il y a eu des cas de lynchage, il n'y a jamais eu de génocide de masse. Par contre, les harkis en France sont instrumentalisés. Ils ont choisi un camp, c'est douloureux, on en convient. Mais ça reste une affaire qui ne concerne ni de près ni de loin l'Algérie.

Aujourd'hui est-ce que tu peux nous décrire la situation actuelle, alors que les libertés démocratiques sont attaquées par le gouvernement algérien ? Nous dire où sont les luttes sociales et vos moyens d'action face à la suspension du PST.

Je voudrais d'abord préciser une chose sur la question sociale et l'Algérie : il faut comprendre que les acquis démocratiques et sociaux sont intimement liés à la guerre de libération, et à l'espoir d'émancipation sociale suscitée par le mouvement national lui-même. Si les Algériens

ont adhéré à la guerre de libération, c'est d'abord parce qu'ils avaient sous les yeux un exemple de vie confortable incarné par les colons (y compris la classe ouvrière parmi les colons, qui avait des appartements, était bien installée et avait des loisirs, ce qui n'était pas le cas des Algériens indigènes comme on les appelle). Le référentiel des Algériens, c'était de vivre comme ces gens ; le rêve social était incarné par les colons, c'est ça la colonisation de peuplement.

Le mouvement de 1962, que l'on

l'importance de l'absence d'une organisation révolutionnaire, comme on l'entend chez nous, par rapport au mouvement autogestionnaire qui n'a pas apporté de débouchés.

Donc aujourd'hui, et depuis 62 en référence à la guerre de libération, on dit que l'Algérie est un État social, qui doit garantir la justice sociale, en référence à la déclaration de novembre 54.

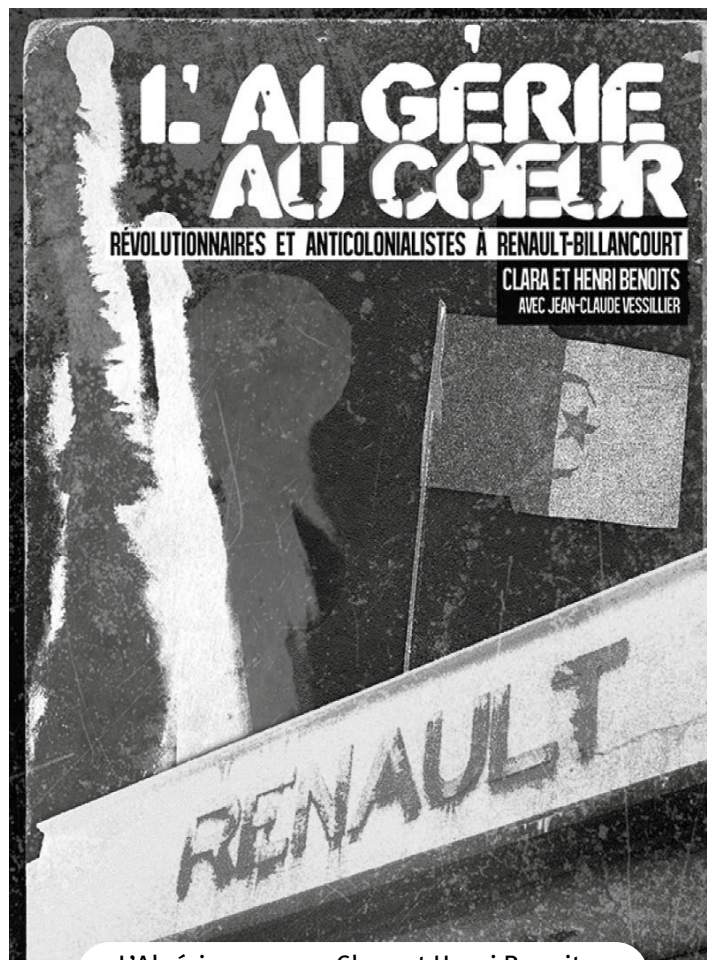
En Algérie le logement est un droit ; le travail est un droit ; la santé est gratuite ; tous ces aspects ont été garantis par l'État depuis 62. Mais

depuis quelques dizaines d'années, il y a un processus de libéralisation et on assiste à une remise en cause permanente de tous les acquis sociaux. Et ça s'aggrave encore depuis un ou deux ans, avec les dernières politiques qu'ils ont menées : la loi de finances de 2022 et la réforme sur les hydrocarbures qui l'a précédée ; la loi concernant les partenariats sur les IDE (investissements directs étrangers) ; qu'ils ont annulée, le monopole d'État 51-49 % dont les accords...

Ils veulent toucher à ce qu'on appelle les transferts sociaux et préparent une loi pour mettre fin aux subventions sur les produits de première nécessité (lait, pain, huile...). Une majorité d'Algériens vit actuellement grâce à ça et si on y touche, on va aggraver un appauvrissement déjà à l'œuvre, menant à la réémergence que l'on observe déjà de mala-

dies, liées à la malnutrition éradiquées par notre système de santé depuis 62.

On voit actuellement une politique ultralibérale, qui prépare des accords pour plaire aux multinationales en premier lieu. Des accords qui leur donnent beaucoup de pouvoir et de facilités. Tebboune, dans son premier discours, avait promis



L'Algérie au cœur, Clara et Henri Benoits, 2014, Syllepse, 224 pages, 14 euros.

appelle « mouvement autogestionnaire », a suscité beaucoup d'intérêt au niveau mondial, même s'il a été déformé parce qu'il n'y avait pas de parti d'avant-garde et que les forces organisées en 62, c'était surtout l'armée de défense, il n'y avait pas une direction politique. Le mouvement autogestionnaire a donc été mené vers une voie de garage et cassé assez vite au bout de trois ou quatre ans, même si des militants ont contribué à théoriser sur la question. Mais on n'a pas intégré

18 milliards de dollars pour le secteur privé en Algérie. Le secteur privé en Algérie, c'est la bourgeoisie compradore, c'est-à-dire qui vit ou sur le dos des marchés publics. On n'a pas une bourgeoisie autonome ou constituée productive. Dès qu'il y a crise pétrolière, la bourgeoisie a moins de marchés.

Aujourd'hui on a beaucoup d'atteintes aux libertés, mais il faut comprendre que celles-ci ne sont pas faites seulement dans le but d'arrêter le Hirak, ce qui est évident. Mais les libertés sont attaquées dans le monde entier. Quand on regarde les choses dans le monde, on peut parler de « Hirak » dans tous les pays, le terme pouvant intégrer le mouvement des Gilets jaunes en France par exemple. Dans le monde entier, on a vu que les réponses des gouvernements étaient autoritaires et violentes. On assiste aujourd'hui en Algérie à une violence dont le but est de casser la jeunesse politique qui est née et également de faire passer son projet de réformes économiques et sociales.

Parce qu'ils ne peuvent pas toucher à des acquis historiques liés à la guerre et à la mémoire collective sans qu'il y ait une réaction. C'est faire peur pour faire passer. Le but de cela est l'instauration d'un nouvel ordre économique et social en Algérie. C'est la remise en cause de tous les acquis.

En Algérie, la répression est très violente. On a adopté des lois, un Code pénal dans lequel on a introduit des amendements qui prévoient que toute personne qui veut changer le système est un terroriste. Sauf si tu dis : « je vais aller voter pour changer le système ».

Ils ont décrété que des organisations comme le MAK (mouvement pour l'autonomie de la Kabylie) serait des organisations terroristes. Cette caractérisation de terrorisme n'est pas propre à l'Algérie. On le voit en Palestine, contre des organisations de défense des droits humains. Mais aussi en France, quand on voit que des organisations pro-palestiniennes sont accusées d'être liées au terrorisme, ou quand l'antisémitisme est accusé d'antisémitisme.

Donc la répression est dure en

Algérie, et sur le PST particulièrement, mais elle est aussi mondiale. Le PST a donc été attaqué, on a reçu une solidarité internationale et on remercie les camarades qui y ont contribué. Le PST est suspendu mais on n'a pas encore reçu le prononcé du jugement. On a écouté le prononcé mais on n'a pas eu le jugement entre les mains. À première vue, on comprend que leur objectif est de se conformer à la loi qui dit que la dissolution doit être faite s'il y a une récidive. La première fois que le pouvoir l'a exigé, on a déposé toutes les pièces mais ils ont refusé de les recevoir, on les a envoyées par huissier mais ils ont fait comme s'ils n'avaient rien reçu. On s'est déplacé pour les voir, mais ils ne nous ont pas reçus. Ils veulent paralyser tout le monde, toutes les organisations, qui ont participé au mouvement et aux campagnes sur les questions démocratiques.

On ne peut pas être à l'arrière dans ces campagnes, mais aujourd'hui on est sous le coup d'une menace de dissolution, d'interdiction. On a des camarades qui sont poursuivis. On n'en parle pas trop parce qu'on ne veut pas nourrir la peur qui s'en suit dans la société. Nous voulons plutôt construire des noyaux de résistance et on est présent dans les initiatives de lancement de fronts pour les libertés et contre la répression, pour la libération des détenus. On est présent, on joue notre rôle militant.

C'est cette forme de riposte que vous adopterez ?

Dans un cas de répression comme ça, c'est assez compliqué. Les gens ont peur d'écrire sur Facebook, de parler, de s'exprimer donc il est important de se réunir parce que c'est collectivement qu'on affronte la peur, on ne peut pas la vivre individuellement. C'est de conserver des formes d'organisation qui permet d'affronter la peur collectivement.

Nous pensons que l'urgence des urgences est la libération des détenus, la défense des libertés et le droit d'organisation.

On est présent dans les luttes sociales. Il y a un mécontentement important mais les luttes sont très faibles car elles ne sont pas accompagnées par un mouvement syndical, parce qu'il y a un effrètement

important. Le mouvement syndical de la classe ouvrière en Algérie historiquement est né dans le mouvement national, pas dans la lutte de classe classique.

Jusqu'à présent la lutte de classe la plus importante est la lutte des travailleurs de Numilog, une confrontation directe des travailleurs des sections syndicales avec un patron privé, un des plus grands d'Algérie, l'ami de Macron, M. Rebbrab. Ils ont été licenciés, et ils sont maintenant poursuivis en justice pour avoir organisé des rassemblements pour se défendre.

Il y a des luttes sociales peuvent venir d'un front populaire, d'un lien entre la classe ouvrière et les luttes populaires qui existent dans les quartiers. C'est cette jonction qu'il faut surveiller et aider. On est présent en tant que PST, avec nos faiblesses.

On risque d'être dissous à tout moment, on fait campagne contre la dissolution du PST. On a reçu des signatures et une pétition qui est diffusée sur *Mediapart*. On va l'élargir encore pour interpeller les pouvoirs publics sur la base des pétitions parce que nous avons aussi une légitimité historique dans ce pays. Nous faisons partie des courants qui peuvent se revendiquer du réseau Curiel, des porteurs de valises, de sympathie avec l'un des rares courants qui a soutenu la guerre de libération nationale, la 4^e Internationale. Nos camarades ont joué un rôle qui n'est pas du tout négligeable dans le mouvement national et même après l'indépendance, comme le cite l'historien Mohammed Harbi, historien dans ses livres, ou bien comme le racontent les camarades Benoits dans leur livre *L'Algérie au cœur*.

Pour conclure, nos priorités aujourd'hui sont de résister aux réformes libérales, de construire des réseaux de résistance mais défendre les libertés parce que, sans liberté, on ne peut pas s'organiser. Si on n'a pas le droit de se réunir, si on n'a pas le droit de s'exprimer, le grand est la bourgeoisie, qui peut s'accommoder d'une dictature, ou de dérives autoritaires, on l'a vu dans de nombreux pays. Mais pas les travailleurs ! Les libertés sont fondamentales pour la classe ouvrière et on peut dire que c'est un enjeu de classe. □

Banque mondiale – Une histoire critique

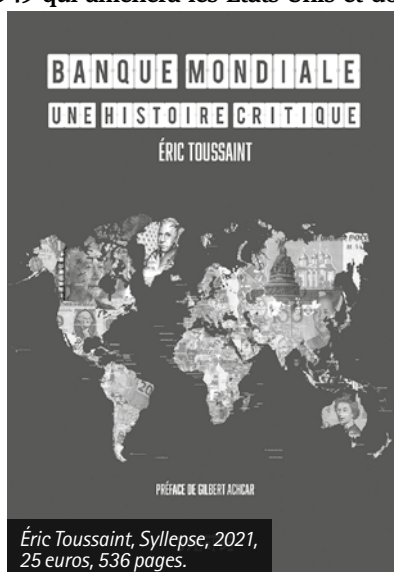
PAR HENRI WILNO

Éric Toussaint est connu de nos lecteurs d'abord par son action militante au sein du CADTM-Comité pour l'abolition des dettes illégitimes. Mais c'est aussi un enseignant et économiste. Son livre sur la Banque mondiale se situe au confluent de ces deux facettes de son activité. C'est une analyse fortement étayée et détaillée de l'histoire de la Banque mondiale et de son action.

L'auteur rappelle le contexte dans lequel ont été créées la Banque et son « jumeau », le FMI : les États-Unis sont sortis considérablement renforcés de la guerre, politiquement et économiquement mais leur industrie a besoin de débouchés et les dirigeants américains veulent éviter que l'économie mondiale ne plonge dans une dépression comme celle des années 30 (ce qui pourrait ébranler le nouvel ordre mondial que l'impérialisme veut ériger face à l'URSS). Pour cela, il faut fournir aux autres pays les moyens d'acheter des produits américains en leur prêtant les fonds nécessaires. Ce sera le rôle, outre de crédits directement consentis par les États-Unis, de la nouvelle Banque internationale pour la reconstruction et le développement (dénomination officielle de la Banque mondiale) créée en décembre 1945. Le FMI, pour sa part, ayant pour mission la stabilisation des taux de change. Contrairement à ce qui est le cas pour l'ONU, les droits de vote à la Banque mondiale et au FMI ne sont pas également répartis mais assurent l'hégémonie américaine : en 1947, à eux seuls, les États-Unis ont 34,23 % des voix à la Banque mondiale ; aujourd'hui, leurs droits ont été réduits à 15,44 % ce qui leur donne encore une possibilité de veto (car la majorité nécessaire pour diverses décisions est de 85 %). Par ailleurs, il est convenu que le président de la Banque soit toujours un Américain. À travers plusieurs exemples, Éric Toussaint montre comment les décisions de prêts de la Banque mondiale sont largement déterminées par le gouvernement américain qui utilise en fait la Banque pour soutenir ceux qu'ils considèrent comme étant de bons partenaires des USA (l'Indonésie, le Zaïre de Mobutu) ou pour punir les « mauvais » (cf. l'Égypte de Nasser ou le Chili de l'Unité populaire).

Ceci bien que la charte de la Banque lui interdise de prendre en compte des considérations « non économiques ».

Au départ, l'action de la Banque (qui se finance en empruntant sur les marchés financiers ou auprès des banques) était essentiellement tournée vers la reconstruction de l'Europe ravagée par la guerre, centre des préoccupations américaines (les États-Unis lançant par ailleurs le plan Marshall). C'est la révolution chinoise en 1949 qui amènera les États-Unis et donc



la Banque à se préoccuper des pays « en développement » (PED). Les États-Unis accordent alors une aide massive sous forme de dons à deux pays considérés comme stratégiques : la Corée du Sud et Taiwan qui s'industrialisent, pour une large part grâce à une intervention massive de l'État.

Ce seront d'une certaine façon des exceptions : les prêts accordés par la Banque aux PED ont eu pour objectif fondamental le renforcement de leur capacité à exporter matières premières, combustibles et produits tropicaux. Par ailleurs, l'essentiel de l'argent prêté repart vers les pays

industrialisés en achat de biens et services. Le modèle économique que la Banque mondiale promeut auprès des « pays en développement » depuis les années 60 met l'accent sur la nécessité pour eux de recevoir des capitaux étrangers ce qui correspond à l'objectif essentiel de la Banque et des États-Unis : les confiner à un mode de développement conforme aux normes capitalistes. Et les enferme à la longue dans un « piège de l'endettement » très rentable pour les créanciers mais facteur d'instabilité pour le système financier international : les grands pays endettés passent par des crises financières (notamment le Mexique et l'Argentine) et connaissent des ébranlements majeurs tandis que les annulations partielles de dettes consenties à certains des pays les plus pauvres n'apportent aucune solution durable.

Le début des années 2000 voit émerger une série des débats attisés par des mouvements populaires dans les pays en développement contre les « plans d'ajustement structurel » et leurs conséquences pour les couches populaires. Il en résulte un ravalement de façade du discours de la Banque qui insiste désormais sur la réduction de la pauvreté. Éric Toussaint insiste sur le fait que les principes ultralibéraux continuent en fait de gouverner la politique de la Banque. Plus récemment, tout en prétendant contribuer à la lutte contre le changement climatique, la Banque continue de subventionner des projets de développement d'énergies fossiles.

En conclusion, Éric Toussaint plaide, outre l'abolition des « dettes odieuses », pour une nouvelle architecture internationale, démocratique et favorable à un développement socialement juste et respectueux de la nature mais cela ne se fera pas sans que des luttes majeures mettent fin à l'ordre économique mondial actuel. □

Alain Krivine (1941-2022)

L'optimisme de la volonté

PAR LÉON CRÉMIEUX

Notre camarade Alain, pendant plus de 40 ans, a été au cœur de la vie et de la direction de notre Internationale et de sa section française, tout en contribuant à la construction d'autres sections. Il a été un des principaux porte-parole de nos idées, de nos combats internationalistes, cherchant toujours à maintenir les acquis politiques de notre mouvement, à le construire avec patience, tout en poussant toujours à s'ouvrir aux nouvelles expériences, aux nouvelles mobilisations, à s'y intégrer avec le souci permanent de l'action unitaire et de l'absence de sectarisme.

Né au milieu de la deuxième guerre mondiale dans une France occupée par les nazis, sa jeunesse fut évidemment marquée par les crimes du fascisme, mais aussi par l'essor des luttes anticoloniales, les révolutions cubaine et algérienne, autant d'événements majeurs de la deuxième moitié du XX^e siècle qui ont impulsé l'émergence d'une nouvelle génération de dizaines de milliers de jeunes qui, dans tous les continents, ont rejoint la lutte révolutionnaire. C'est durant ces années qu'Alain a commencé un cheminement politique qui, depuis la fin des années 50, l'a mené de l'opposition de gauche dans le PCF à la Ligue communiste/LCR puis à la création du NPA. Ce chemin a vite croisé la IV^e Internationale.

LUTTES ANTICOLONIALES

Alain, comme beaucoup de militantEs d'après-guerre, a commencé son activité au sein du PCF. Militant communiste exemplaire, il se retrouve vite confronté et opposé à la position du PCF face à la guerre coloniale en Algérie. Partisan du soutien au FLN et à la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, il s'engage dès la fin des années 50 dans les réseaux de soutien au FLN, puis, militant de l'Union des étudiants communistes (UEC), il anime le Front Uni Antifasciste à l'université de la Sorbonne à Paris.

Ayant rejoint le PCI en 1961 (la section française de la IV^e Internationale dans laquelle militaient déjà ses deux frères Jean-Michel et Hubert), il joue un rôle central dans la construction de l'opposition de gauche dans l'UEC qui amena à la rupture avec le PCF lors du soutien de ce dernier à la candidature de François Mitterrand en 1965, et à la création de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR). Alain en fut un des principaux animateurs, tout en participant à la création du Comité Vietnam national (CVN) de solidarité avec la lutte du peuple vietnamien.

En février 68, avec le CVN, Alain et d'autres camarades comme Daniel Bensaïd participent à un rassemblement international contre l'intervention US au Vietnam organisé à Berlin par le SDS (Sozialistischer Deutscher Studentenbund) avec Rudi Dutschke. Ce rassemblement sera l'occasion d'une manifestation de 20 000 personnes qui inspirera le CVN pour les méthodes de manifestation spectaculaires.

MAI 68

Il fut un des animateurs les plus en pointe du mouvement de Mai 68, la JCR y jouant un rôle prédominant dans la jeunesse étudiante, notamment en région parisienne. L'ensemble des organisations d'extrême gauche, y compris la JCR, ayant été dissoutes par le pouvoir

gaulliste après la fin de la grève générale, Alain est incarcéré avec d'autres camarades pendant l'été 68 puis enrôlé pour effectuer son service militaire. Parallèlement, les militantEs de la JCR jetaient les bases de ce qui allait devenir la Ligue communiste (LC) qui, rassemblant aussi les forces du PCI, devint, au printemps 1969, la section française de la IV^e Internationale. Dès lors, la vie d'Alain va se confondre avec celle de la Ligue communiste dont il devient le porte-drapeau dès l'élection présidentielle de 1969 où il est candidat pour la Ligue. Parallèlement, avec d'autres jeunes camarades de la Ligue, il s'investit dans la direction de l'Internationale aux côtés des anciens, notamment Ernest Mandel, Livio Maitan et Pierre Frank.

Il devient alors pour 40 ans le principal référent politique des militantEs de la LC/LCR, pilier quotidien de la direction et du contact avec les villes. Principal porte-parole, le seul réellement connu à une échelle large jusqu'en 2002, il fut la voix de la LC/LCR, l'animateur infatigable de centaines de meetings pour les sections de la Ligue, grandes ou petites. Il était sûrement le dirigeant qui connaissait le mieux les sections et les camarades des villes, carte politique vivante de la LCR. Attaché au travail militant minutieux, il était tout autant attentif à l'activité politique quotidienne du parti qu'à saisir toutes les possibilités



Marche en hommage à Alain Krivine. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

d'organiser des campagnes unitaires, d'entrer en contact et de collaborer avec d'autres courants militants.

INTERNATIONALISME

Au niveau international, il manifestait la même énergie, voyageur infatigable, faisant bénéficier notre Internationale de l'écho reçu par une figure du Mai français, pour développer de nombreuses tournées de meetings, des initiatives comme celle de l'Europe rouge à Bruxelles ou de l'anniversaire de la Commune de Paris en 1971. Énergie aussi pour développer la solidarité avec le peuple palestinien, le FLNKS ou la résistance antibureaucratique de Solidarnosc, la solidarité avec la lutte antibureaucratique en Tchécoslovaquie de Petr Uhl et de ses camarades, dans les liens avec les camarades des pays soumis au néocolonialisme. Son bureau dans les locaux de l'imprimerie de Rotographie à Montreuil aura vu passer des centaines de camarades, représentants des organisations anti-impérialistes et révolutionnaires, et lui-même attachait autant d'énergie à se rendre dans de nombreux pays pour y défendre nos idées et rencontrer les mouvements révolutionnaires. Dans les années 70 et 80, lecteur quotidien de *l'Humanité*, il était toujours attentif à ce qui se passait dans et autour du PCF et des autres PC, à la crise internationale du stalinisme. Aussi s'est-il toujours attaché, en

France, aux possibilités de travail unitaire avec des courants venant du PCF. Il avait le souci de dépasser les frontières de la LCR, d'avancer vers un regroupement politique capable de prendre, dans les classes populaires, la place du PCF. Parmi les premiers à saisir l'importance de mouvements comme ceux de 1995, des luttes des sans-papiers, ayant l'anticolonialisme chevillé au corps, il participe activement aux liens avec les camarades et les organisations d'Algérie, des Antilles, de Corse et de Kanaky. Après la révolution sandiniste au Nicaragua, il participe deux fois comme observateur aux élections en 1984 et 1990, et il se rend aussi au Venezuela de la révolution bolivarienne. De même, au début des années 2000, il assure le contact avec les camarades qui voulaient fonder une organisation de la IV^e Internationale en Russie.

UNITÉ ET RADICALITÉ

Son élection comme député au Parlement européen, de 1999 à 2004, avec Roseline Vachetta, donnera encore plus d'écho et de possibilités pour l'action internationaliste, surtout dans une période de développement du mouvement altermondialiste et des forums sociaux européens et mondiaux à Florence, Londres, Porto Alegre, Mumbai. Cette présence donnera aussi plus d'écho au soutien d'Alain et de Roseline à de nombreuses luttes et permettra aussi de

développer un travail important d'activités communes de la Gauche anticapitaliste européenne (entre autres avec le SSP écossais, Rifundazione d'Italie, le SWP anglais, le Bloco portugais, l'Alliance rouge et verte du Danemark). Alain fut un des principaux impulseurs de la campagne d'Olivier Besancenot en 2001 et un fervent partisan de la création du NPA à partir de 2009. Il y apporta jusqu'au bout ses qualités politiques et humaines. En 2015, présent pour le 1^{er} Mai à Kiev, il avait rejoint ensuite la conférence de la gauche ukrainienne qui débouchera sur le lancement du Mouvement social ukrainien (Sotsialny Roukh). Alain a beaucoup agi pour l'organisation de notre courant, l'action politique concrète pour faire avancer nos idées, les initiatives unitaires, le débat direct avec d'autres forces internationales, d'autres courants pour trouver les voies de l'action commune. Il fut un des artisans du renforcement et de l'ouverture de la IV qui a permis d'y accueillir des militants, des organisations venant d'autres traditions. Son intelligence essayait de compenser le pessimisme des revers par l'optimisme de la volonté. Il nous aura enseigné un marxisme révolutionnaire sans arrogance, unitaire et cherchant en permanence la voie de l'action concrète. Nous essaierons d'y rester fidèles. □

Mobilisation dans les universités face au 2^e tour Le Pen - Macron

PAR NOS CORRESPONDANTS

© NPA / AB

Le mercredi 13 avril à 13h devait se tenir une AG dans la Sorbonne pour discuter de l'élection présidentielle et de la colère de la jeunesse face au chantage du second tour Le Pen-Macron.

L'accès a été refusé à celles et ceux qui n'étaient pas étudiants à la Sorbonne, bien que l'AG ait été ouverte à toutes et à tous. Toutes les personnes recalées à l'entrée se sont retrouvées sur la Place où il a été décidé de faire l'AG pour que tout le monde puisse y participer. Nous étions plus de 200. Puis, nous sommes allés devant l'entrée rue de la Sorbonne pour réclamer l'entrée de tout le monde à l'intérieur. Nous sommes entrées après plusieurs impulsions et grâce à l'aide des personnes déjà à l'intérieur.

Ce sont plus de 500 étudiantEs qui se sont alors retrouvés en AG dans un des amphis. On sentait beaucoup de colère et de détermination, une grande envie d'agir car ils et elles se sentent dépossédés de leur avenir avec ces élections. Le mot d'ordre repris « Ni Le Pen Ni Macron » a suscité beaucoup de critiques mais reflétait surtout la volonté de ne pas se laisser enfermer seulement dans des questions électorales. La plateforme adoptée posait aussi les questions de l'avenir des universités et la résistance à la privatisation de l'éducation, la lutte pour le climat, la solidarité avec les réfugiés...

Rapidement, les vigiles du rectorat puis la police ont fermé la fac, empêchant les étudiantEs de pouvoir ouvrir largement l'AG. Progressivement, l'occupation s'est organisée. Des étudiantEs masqués contrôlaient l'accès par une porte dérobée. Une cantine est installée avec la nourriture que les sympathisantEs font passer par les

fenêtres de la rue, ainsi qu'une infirmerie. Dans le grand amphi de gestion où la moitié des occupantEs (environ 150) sont rassemblés en train de discuter, boire et fumer, quelqu'un joue aussi du piano, l'atmosphère est bon enfant. Mais très vite la pression policière se fait sentir, tendant la situation, avec beaucoup de jeunes pour qui c'était la première occupation.

Des barricades de chaises et de tables sont installées à intervalles réguliers, les murs sont tous maculés d'inscriptions anticapitalistes, féministes, anarchistes, contre Macron et Le Pen... On voit des camarades grimper sur les toits pour accrocher à une cheminée le drapeau anarchiste. CertainEs se disent : « ça serait bien d'occuper jusqu'au second tour ». Une AG a lieu à 23h. Les sujets abordés parlent de l'organisation concrète de l'occupation, pas tellement de politique. Malheureusement le ton monte assez vite entre étudiantEs surtout sur la question des graffs et des dégradations et jusqu'à quel point on en est tous solidaires. Une partie des occupantEs quittent les lieux pendant la nuit. Le lendemain midi, il ne reste plus qu'une quarantaine de personnes dans le bâtiment qui est totalement entouré de cars de flics.

Le lendemain à 13h nous étions plus de 200 sur la Place. On ne pouvait évidemment pas entrer dans la Sorbonne. Cependant, une AG s'est progressivement organisée, des étudiantEs prenaient la parole dans les mégaphones. Des chants antifascistes

et anticapitalistes ont été scandés par la foule. L'ambiance était vraiment pacifique, on se parlait, on échangeait nos contacts. Un professeur a pris la parole pour donner le soutien de l'intersyndicale CGT FSU Sud au mouvement d'occupation de la Sorbonne. Ce dernier prenait de plus en plus forme. C'est à ce moment que des membres des mouvements autonomes, opposés à toute organisation politique et toute discussion, ont lancé depuis la Sorbonne sur les forces de l'ordre divers objets (ordinateurs, chaises, etc.). La police a alors gazé et nassé les étudiantEs. Malgré quelques interventions à portée politique, le mouvement s'est peu à peu essoufflé. Les dernierEs occupantEs sont sortiEs, faute de ravitaillement et d'aide, vers 20h. D'autres mouvements de contestation ont eu lieu à Paris (Sciences Po Paris, blocage détruit par des étudiants d'extrême droite proche de Reconquête) et partout en France (l'IEP à Lyon, Sciences-po Nancy...). De nombreuses universités ont fermé leurs portes ces derniers jours et sont passées en distanciel par peur d'une progression de ce mouvement étudiant. Le joker du cours en distanciel utilisé par ces universités est inadmissible. Il prive les étudiantEs et les professeurEs de cours en présentiel à cause de leur seule peur d'un mouvement de contestation légitime contre l'aberration de ce second tour au cours duquel les questions écologiques, sociales et concernant la jeunesse ne sont aucunement posées ! □